



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

(1er trimestre 2016)

Publication le 29 AOÛT 2016

<p>Recueil des actes administratifs du 1er trimestre 2016</p>
--

SOMMAIRE

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

- Délibérations du conseil municipal du 11 février 2016 Page 1
- Délibérations du conseil municipal du 17 mars 2016 Page 28

ARRETES DU MAIREPage 50

DECISIONS

prises par le Maire en application de l'article L 2122-22 du CGCTPage 77

DELIBERATIONS

SOMMAIRE

N° DELIBERATION	OBJET DE LA DELIBERATION
2016-02-01-U	Quartier de la Redoute - Déclaration d'Utilité Publique de l'opération Rabelais
2016-02-02-U	Suppression de l'obligation du dépôt du permis de démolir sur les parties du territoire communal situées en dehors du périmètre de l'AVAP
2016-02-03-ST	Convention à intervenir avec le SIPPAREC relative au financement des études et des travaux pour l'enfouissement des réseaux électriques dans diverses rues de la Ville
2016-02-04-ST	Création d'un syndicat mixte ouvert dénommé « Syndicat d'Etudes Velib'Métropole » - Adhésion de la ville, approbation du projet de statuts et désignation d'un représentant
2016-02-05-DG	Election d'un conseiller de territoire #ParisEstMarne&Bois
2016-02-06-DG	Dissolution du syndicat mixte ouvert d'études et de projets de l'ACTEP
2016-02-07-DG	Convention de gestion avec l'Etablissement Public Territorial #ParisEstMarne&Bois
2016-02-08-P	Conventions de mise à disposition d'agents communaux au profit de diverses associations locales
2016-02-09-F	Demande de garantie d'emprunt de l'association « La Fonderie » pour le financement de travaux à réaliser concernant le bien sis 23 rue de Neuilly
2016-02-10-DGA	Renouvellement de la convention à intervenir entre la Ville et l'association « Maison de la Prévention-Point Ecoute Jeunes »
2016-02-11-CMS	Conventions de partenariat à intervenir entre la Ville et la Mutualité Française relatives au programme « NUTRIMUT 2016 »
2016-02-12-PE	Renouvellement de la convention avec la société « Crèche Attitude » pour la structure petite enfance « Les Fables des sous-Bois »
2016-02-13-DG	Modification des statuts du SIGEIF
2016-02-14-DG	Désignation des représentants du conseil municipal pour siéger à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées de l'Etablissement Public Territorial #ParisEstMarne&Bois
2016-02-15-DG	Vœu relatif à l'arrivée effective et sans retard du tramway T1 dans le quartier des Alouettes
2016-02-16-DG	Vœu appelant à l'arrêt des poursuites contre les « 8 salariés de Goodyear »
2016-02-17-DG	Liste des arrêtés pris par le Maire en application de l'article L.2122-22 du CGCT

LE CONSEIL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2121-29,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.311-1 et suivants,

VU le Code de l'expropriation et notamment ses articles L.110-1, L.132-1 et suivants, R.112-5 et suivants et R.131-3 et suivants,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles R.123-6 et suivants,

VU la loi solidarité et renouvellement urbain en date du 13 décembre 2000 et ses décrets d'application,

VU la Loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité,

VU le décret n°2005-467 du 13 mai 2005 portant modification du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 17 décembre 2015,

VU le plan local de l'habitat approuvé le 16 décembre 2010, adopté le 10 mars 2011,

VU la convention d'intervention foncière entre l'Etablissement Public Foncier d'Ile de France et la Ville de Fontenay-sous-Bois signée le 26 avril 2011,

VU l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière entre l'Etablissement Public Foncier d'Ile de France et la Ville de Fontenay-sous-Bois signée le 6 décembre 2013,

VU l'avenant n°2 à la convention d'intervention foncière entre l'Etablissement Public Foncier d'Ile de France et la Ville de Fontenay-sous-Bois approuvé le 19 novembre 2015,

VU la note explicative de synthèse jointe à la présente délibération, expliquant les motivations de la demande d'utilité publique et apportant les éléments d'information sur la procédure qui sera suivie,

CONSIDERANT que la révision du Plan Local d'Urbanisme approuvée par le Conseil Municipal le 17 décembre 2015, a été l'occasion de fixer les grands enjeux de requalification du quartier La Redoute, et en particulier du site Rabelais, situé dans la partie Nord/Nord-Ouest du quartier de la Redoute.

CONSIDERANT que, dans les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable du PLU, le quartier de La Redoute est inscrit dans la zone d'étude du secteur de la Crête, considéré comme un secteur de restructuration sur lequel sont prévues des transformations importantes du tissu urbain.

CONSIDERANT que l'OrientatIon d'Aménagement et de Programmation (OAP) Rabelais prévoit la programmation suivante :

- Logements : environ 180 logements dans le cadre d'une mixité sociale
- Commerces : environ 400 m²,
- Equipement : environ 1 400 m²,
- Espaces verts : surface végétalisée : environ 1 400 m²

Opération d'aménagement du site dit Rabelais - lancement des enquêtes conjointes préalables à la déclaration d'utilité publique (DUP) et parcellaire

CONSIDERANT que le projet d'aménagement du secteur prévoit un nouveau maillage défini comme suit :

- une liaison à l'Ouest par l'avenue Rabelais
- une desserte au sud par le boulevard Gallieni.
- la création d'une nouvelle voie selon un axe nord-sud
- la création d'une nouvelle voie qui permettra de mieux relier la médiathèque et les commerces du carrefour entre le boulevard Gallieni et l'avenue Rabelais à l'allée Albert Camus, et donc au quartier de La Redoute tout entier.

CONSIDERANT que L'OAP « Rabelais » du PLU prévoit la mise en œuvre de ces nouvelles voies, ainsi qu'une sécurisation et pacification pour les modes doux de l'avenue Rabelais et du boulevard Gallieni. Elle prévoit également la requalification de l'avenue Rabelais-boulevard Gallieni.

CONSIDERANT que le projet sera l'occasion de résoudre des problèmes d'habitat majeurs en ce qui concerne l'immeuble sis 198-200 boulevard Gallieni, de 49 logements dont 37 PLA-TS, ayant d'importants problèmes structurels, qui sera reconstruit, et les habitants relogés dans le parc social de la ville.

CONSIDERANT que l'opération d'aménagement portera également sur l'hôtel Green, devenu avec le temps hôtel social de fait. Les familles seront relogées. Un habitat de qualité sera conçu en lieu et place de cet établissement.

CONSIDERANT que l'opération qui sera réalisée en lieu et place du bâtiment appartenant à la Foncière des Régions, intégrera un nouvel équipement (centre municipal de santé). Afin de proposer aux habitants d'accéder sans difficulté à des équipements publics de santé.

CONSIDERANT que cette opération sera l'occasion de participer à la redynamisation du commerce de proximité en créant, en pied d'immeuble sur l'avenue Gallieni, 400 m² de structures commerciales.

CONSIDERANT que l'importance de ces enjeux tant sociaux que de maîtrise du développement urbain de la ville justifie la nécessité de mettre en œuvre une opération publique d'aménagement, qui doit nécessairement être d'intérêt public,

CONSIDERANT que, de ce fait, l'opération nécessite d'engager une demande d'utilité publique,

CONSIDERANT que le bénéficiaire de la déclaration d'utilité publique sera l'EPFIF en ce qui concerne l'immeuble appartenant à la Foncière des Régions,

CONSIDERANT que le bénéficiaire de la déclaration d'utilité publique sera la Ville en ce qui concerne les immeubles appartenant à Coallia d'une part, et l'hôtel résidence du Val (Green hôtel),

SUR avis favorable de la commission des finances,

A L'UNANIMITE

DECIDE

Article 1 : d'approuver l'opération d'aménagement prévue sur le site dit Rabelais.

Article 2 : d'approuver le recours à une procédure de déclaration d'utilité publique pour la maîtrise foncière de cette opération.

Article 3 : de demander au Préfet du Val de Marne l'ouverture d'une enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique de l'opération dite Rabelais, conformément aux articles L.11-1 et suivants, R.11-3 et R.11-14-2 et suivants Code de l'Expropriation.

Article 4 : de demander au Préfet du Val-de-Marne l'ouverture d'une enquête conjointe parcellaire, préalable à l'arrêté de cessibilité de la propriété nécessaire à l'opération, conformément à l'article R.11-19 du code de l'expropriation.

Article 5 : de demander au Préfet du Val-de-Marne que la déclaration d'utilité publique soit prononcée et que l'arrêté de cessibilité soit pris au profit de l'Etablissement Public Foncier d'Ile de France, 4/14 rue Ferrus, 75014 PARIS d'une part, et la Ville de Fontenay-sous-Bois, représentée par son Maire - 4 esplanade Louis Bayeurt - d'autre part.

Article 6 : d'autoriser le Maire à signer les actes et documents se référant à la procédure d'expropriation dans son ensemble.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET
Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 23 FEV. 2016
Publication
le 25 FEV. 2016
Notification
le
Certifié exécutoire
Le Maire

Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

LE CONSEIL,

VU le code des Collectivités locales,

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles R.421-26 à R.421-29,

VU l'ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme,

VU le décret n°2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour l'application de l'ordonnance du 8 décembre 2005 précitée,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 26 octobre 2007,

VU le plan local d'urbanisme approuvé par délibération du conseil municipal du 17 décembre 2015,

VU le périmètre de l'Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine approuvée par délibération du conseil municipal du 17 décembre 2015,

CONSIDERANT que les démolitions de bâtiments ou parties de bâtiments sont toujours accompagnées d'un projet d'aménager ou de construire et que l'administration a connaissance de chaque intervention pratiquée sur une parcelle,

CONSIDERANT que l'imprimé de demande de permis de construire comprend une rubrique relative aux parties à démolir, et permet une information complète des travaux projetés, qu'il s'agisse de démolition, d'aménagement ou de construction,

CONSIDERANT que l'obligation de déposer une demande de permis de démolir est maintenue, conformément aux textes précités, dans le périmètre de l'AVAP,

SUR l'avis favorable de la commission des finances,

A LA MAJORITE :

Par 35 voix pour

MM. VOGUET, CLERGET, BRUNET, TABANOU, Mmes LE GAUYER, DO ROSARIO, TRICOT-DEVERT, M. LACHELACHE, Mmes SAINT-GAL, BIHNER, AVOGNON ZONON, M. GAUTRAIS, Mme NIAKHATE, MM. CORNELIS, DAMIANI-ABOULKHEIR, Mmes BENZIANE, GARCIA, M. LEVY, Mme CHARDIN, MM. GUENEAU, MACABETH, SAINT-GAL, MALLERIN, LOCKO, HABIB, Mmes VIENNEY, SFAR, GARNIER, FENASSE, JESTIN, M. PIO, Mmes KLOPP, NAIT-BAHLOUL, M. RISPAL, Mme BRUNET,

Par 9 voix contre

Mme ROCHE, M. ESCLATTIER, Mme CHAMBRE-MARTIN, M. DE LA CROIX, Mmes LOUICELLIER-CALMELS, RONDA, MM. GUYOT, BERTRAND, LECOQ,

DECIDE

Article 1 : D'appliquer les articles R.426-27 et 28 du code de l'urbanisme prévoyant de supprimer l'obligation de permis de démolir sauf dans le périmètre de l'AVAP.

Article 2 : La délibération du conseil municipal du 26 octobre 2007 instituant l'obligation de permis de démolir sur l'ensemble du territoire communal est abrogée.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET

Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 23.FEV.2016

Publication
le 25.FEV.2016

Notification
le

Certifié exécutoire

Le Maire,



Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

Délibération n°2016-02-03-ST

Convention à conclure avec le SIPPEREC relative au financement des études et des travaux pour l'enfouissement des réseaux électriques (ERDF et éclairage public) dans diverses rues de la Ville

LE CONSEIL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2224 35,

VU les conventions cadres conclues avec le SIPPEREC,

VU les délibérations n°2009-12-170 du 15 décembre 2009 et n°2006-06-55 du 22 juin 2006 du Comité syndical du SIPPEREC, définissant les modalités de versement au SIPPEREC de la participation de la Collectivité pour assurer le financement des travaux,

CONSIDERANT la volonté de la Ville de procéder à l'enfouissement des réseaux électriques, dans le cadre de la mise en valeur et de la protection de l'environnement,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'établir une convention entre la Collectivité et le SIPPEREC, sur la base du principe énoncé par le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT que le montant de la participation de la Ville correspond au coût de réalisation des travaux sur les réseaux propres à la collectivité

CONSIDERANT le projet de convention présenté par SIPPEREC,

SUR avis favorable de la commission des finances,

A L'UNANIMITE**DECIDE**

Article 1 : D'approuver les termes de la convention à intervenir entre la Ville et le SIPPEREC, relative au financement des études et travaux pour l'enfouissement de réseaux électriques situés sur les voies suivantes :

- Rue André Laurent, rue Béranger, avenue Danton, impasse de la Renardière, rue de la Renardière, rue de Trucy, rue Denis Papin, rue des Beaumonts, rue des Beaumonts, rue des Quatre Ruelles, rue des Rosettes, rue Edouard Maury, rue Emile Boutrais, villa Heitz, impasse Legry, avenue Parmentier,

Article 2 : D'autoriser le Maire à signer la convention et à prendre toutes les dispositions pour en assurer l'exécution.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET
Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val de Marne

le 23 FEV 2016

Publication le 25 FEV 2016

le

Notification

le

Certifié exécutoire

Le Maire,



Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

Création d'un syndicat mixte ouvert dénommé «Syndicat d'Études Vélib'Métropole» :
Adhésion de la ville, approbation du projet de statuts et désignation d'un représentant

LE CONSEIL,

VU l'article L.5721-2 du Code général des Collectivités territoriales,

VU les projets de statuts du Syndicat mixte ouvert dénommé « Syndicat d'Études Vélib'Métropole»,

CONSIDERANT que la Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France fixe des objectifs ambitieux, dont une croissance d'ici 2020, de 10% des déplacements en modes actifs, marché et vélo,

CONSIDERANT que la pratique cycliste participe aussi bien à l'environnement qu'à l'amélioration de la santé, et qu'il est donc souhaitable d'en promouvoir la pratique,

CONSIDERANT que le service Vélib' s'inscrit dans ce cadre,

CONSIDERANT que l'extension du périmètre Vélib' pourrait permettre de disposer du service sur l'ensemble du territoire,

CONSIDERANT la modification des statuts du service Vélib' qui s'organise en syndicat mixte ouvert, ayant pour objet l'étude et la définition d'un nouveau service Vélib',

CONSIDERANT la nécessité de désigner des représentants du conseil municipal pour siéger au sein du comité dudit syndicat,

SUR avis favorable de la commission des finances,

A L'UNANIMITE

DÉCIDE

Article 1 : Il est demandé au Préfet de la région Ile-de-France, d'autoriser la création d'un syndicat mixte ouvert dénommé « Syndicat d'Études Vélib'Métropole » et d'en approuver les modalités de fonctionnement.

Article 2 : Le principe de l'adhésion de la commune de Fontenay-sous-Bois au Syndicat d'Études Vélib' Métropole, une fois que celui-ci aura été créé conformément à l'article 1 de la présente délibération, est adopté.

Article 3 : Le projet de statuts du Syndicat d'Études Vélib'Métropole, joint à la présente délibération est approuvé.

Article 4 : La maire de Paris est mandatée pour accomplir, en relation avec les services de l'Etat, toutes les démarches nécessaires à la création du Syndicat d'Études Vélib' Métropole.

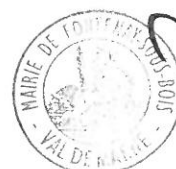
Article 5 : Sont désignés pour représenter la Commune au comité syndical d'Études Vélib'Métropole :

Titulaire : Yoann RISPAL

Suppléant : Claude MALLERIN

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET
Maire



Transmission électronique en

Préfecture du Val-de-Marne

le 23 FEV 2016

Publication

le 25 FEV 2016

Notification

le 25 FEV 2016



Certifié exécutoire

Le Maire,

Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

LE CONSEIL,

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles, et notamment son article 12,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, et notamment son article 59,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5211-6, L.5211-6-1 et L.5211-6-2,

VU le code électoral, et notamment son Titre V du livre Ier,

VU la délibération n°2015.12.27b.DG du 17 décembre 2015 approuvant l’élection des conseillers du territoire #ParisEstMarne&Bois,

CONSIDERANT la démission de Monsieur Gildas LECOQ, en tant que représentant au Conseil du territoire #ParisEstMarne&Bois,

CONSIDERANT qu’il convient de procéder à son remplacement,

CONSIDERANT la candidate présentée,

CONSIDERANT le résultat du vote,

Nombre de présents ou représentés 44

Nombre d’abstentions 35

Nombre de suffrages exprimés 9

Mme Brigitte CHAMBRE-MARTIN, Conseillère municipale
qui obtient 9 suffrages :

EST ELUE

Pour siéger au conseil du territoire #ParisEstMarne&Bois.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET
Maire

Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 25 FEV 2016
Publication
le 25 FEV 2016
Notification
le
Certifié exécutoire



Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

PREAMBULE :

L'association des collectivités territoriales de l'est parisien (ACTEP) s'était constituée en syndicat mixte ouvert d'études et de projets le 1^{er} janvier 2013 afin de permettre à la structure publique intercommunale de porter les projets et les demandes de subventions nécessaires au développement de réflexions, études et actions spécifiques dans les domaines suivants :

- Aménagement urbain
- Développement économique
- Emploi, formations
- Mobilités, transports en commun et déplacements
- Développement durable, environnement
- Tourisme, culture
- Logement
- Nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Depuis, la loi NOTRe du 7 Aout 2015 dispose que le 1^{er} janvier 2016 seront créés la Métropole du Grand Paris et les Etablissements publics territoriaux (EPT). Ces derniers constituent des entités publiques intercommunales. Pour ce qui concerne l'ACTEP, le périmètre de l'EPT *#ParisEstMarne&Bois* couvre pour une grande partie le périmètre du syndicat.

Afin de simplifier l'action publique locale et d'éviter la multiplication des échelons d'intervention, il est demandé aux conseils municipaux des communes membres du syndicat de l'ACTEP d'approuver la dissolution du syndicat.

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2121-29,

VU l'article 12 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

VU l'article 59 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5721-7,

VU l'arrêté préfectoral n°2012-3038 du 12 novembre 2012 portant création du syndicat mixte ouvert de l'Association des Collectivités Territoriales de l'Est Parisien,

VU les statuts du syndicat mixte ouvert d'études et de projets de l'association des collectivités territoriales de l'est parisien annexés à l'arrêté préfectoral susvisé,

VU le Décret n°2015-1663 du 11 décembre 2015 portant sur le périmètre de l'Etablissement public territorial *#ParisEstMarne&Bois*, de la Métropole du Grand Paris, dont le siège est à Champigny-sur-Marne,

CONSIDERANT qu'un Syndicat mixte peut être dissout par le Préfet, à la demande motivée de la majorité des personnes morales qui le composent,

CONSIDERANT les périmètres et les compétences des Etablissements publics territoriaux créés le 1er janvier 2016, sur le territoire de la Métropole du Grand Paris,

CONSIDERANT que le Syndicat mixte de l'ACTEP avait été créé pour assurer le portage, par une structure publique intercommunale, de projets et subventions qui ne pouvaient être portés par une structure associative,

CONSIDERANT que les Etablissements publics territoriaux pourront désormais assurer ces portages pour le compte des communes,

A L'UNANIMITÉ

APPROUVE le principe de la dissolution du Syndicat mixte ouvert de l'Association des Collectivités Territoriales de l'Est Parisien.

DEMANDE au Comité Syndical d'engager la procédure de liquidation du Syndicat dans le cadre de sa dissolution.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET
Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne

Le2.2.FEV.2016.....

Publication

Le.....2.5.FEV.2016.....

Notification

Le.....

Certifié exécutoire

Le Maire,

Pour le Maire et par délégation

M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

LE CONSEIL,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5219-5, L.5219-10, L.5211-4-1,

VU le décret n°2015-1663 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'EPT #ParisEstMarne&Bois dont le siège est à Champigny-sur-Marne,

CONSIDERANT l'avis du Comité Technique pris en sa séance du 29 janvier 2016,

CONSIDERANT que l'E.P.T. #ParisEstMarne&Bois ne possède pas encore l'ingénierie et plus généralement les moyens nécessaires à l'exercice des compétences transférées au 1^{er} janvier 2016,

CONSIDERANT que dans l'attente de la mise en place de l'organisation administrative opérationnelle et pérenne de l'EPT #ParisEstMarne&Bois, il apparaît nécessaire d'assurer, pour cette période transitoire et inédite au regard de la réglementation, la continuité du service public,

CONSIDERANT qu'en la circonstance, seule la commune est en mesure de garantir la continuité du service public, sur son territoire,

CONSIDERANT le projet de convention de gestion proposé par l'EPT #ParisEstMarne&Bois,

SUR avis favorable de la commission des finances,

A L'UNANIMITÉ

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de gestion à intervenir avec l'Etablissement Public Territorial #ParisEstMarne&Bois,

Article 2 : Autorise le Maire à la signer ainsi que tout document y afférent.

Article 3 : Les charges et produits en résultant seront inscrits au budget communal.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET
Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 24 FEV 2016
Publication
le 25 FEV 2016
Notification
le

Certifié exécutoire

Le Maire



Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

LE CONSEIL,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant statut de la Fonction Publique Territoriale et notamment ses articles 61 à 63, tels qu'ils résultent de la loi n°2007-148 du 2 février 2007,

CONSIDERANT l'expiration et l'opportunité de renouvellement de la convention de mise à disposition d'agents communaux au profit des associations suivantes :

- ✓ Fontenay-en-Scènes
- ✓ L'Office Municipal des Sports « O.M.S. »
- ✓ L'Office du Tourisme - Syndicat d'Initiative « O.T.S.I. »
- ✓ Le Comité des Œuvres Sociales « C.O.S. »
- ✓ L'Association « Les vergers de l'îlot »
- ✓ L'Association Sportive Val de Fontenay « A.S.V.F. »
- ✓ L'Association Comité de Jumelage

CONSIDERANT la nécessaire actualisation des fonctions des agents concernés,

CONSIDERANT que les rémunérations et charges des agents communaux mis à disposition seront à régler par l'association et financées par un complément de subvention municipale à ladite association,

CONSIDERANT le projet de convention établi avec ces associations,

A L'UNANIMITÉ DECIDE

Article 1 : D'approuver le projet de convention de mise à disposition d'agents communaux au profit des associations locales susvisées.

Article 2 : D'autoriser le Maire à signer les conventions afférentes et à prendre toutes dispositions pour leur bonne exécution.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET
Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 22 FEV 2016
Publication
le 25 FEV 2016
Notification
le

Certifié exécutoire
Le Maire, 


Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

Demande de garantie d'emprunt de l'Association La Fonderie pour le financement de travaux électriques et de réfection de la toiture 23 rue de Neuilly à Fontenay-sous-Bois

LE CONSEIL,

VU les articles L.2252-1 et L.2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article 2298 du Code Civil,

CONSIDERANT la demande formulée par l'Association La Fonderie tendant à obtenir la garantie de la commune pour le remboursement d'un emprunt destiné à la réalisation de travaux afin de réduire les factures d'électricité et de réparation des toitures de « La Fonderie » sise 23 rue de Neuilly à Fontenay-sous-Bois,

CONSIDERANT le projet de contrat de prêt établi par le Crédit Coopératif,

SUR avis de la Commission des finances,

A L'UNANIMITE

DECIDE

Article 1 : D'accorder sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un emprunt d'un montant de 55 000 € dans le cadre du prêt souscrit auprès du Crédit Coopératif 252 boulevard Voltaire à Paris.

Article 2 : Les conditions du prêt consenti par le Crédit Coopératif sont les suivantes :

- Durée du prêt : 60 mois
- Mode d'amortissement : constant
- Taux fixe : 1,80 %
- Périodicité des échéances : mensuelle à terme échu

Article 3 : La garantie de la commune est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple du Crédit Coopératif, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : De s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Article 5 : D'autoriser le Maire à signer le contrat de prêt correspondant.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET
Maire

Transmission électronique en

Préfecture du Val-de-Marne

le 22 FEV. 2016

Publication

le 25 FEV. 2016

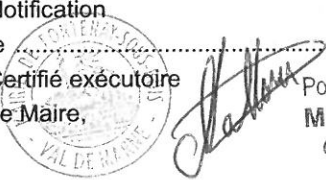
Notification

le

Certifié exécutoire

Le Maire,

Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

LE CONSEIL,

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux Droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10,

VU le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article précité et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

CONSIDERANT la demande de subvention de l'association,

CONSIDERANT le partenariat mis en place avec cette association depuis plusieurs années,

CONSIDERANT que la convention existante est arrivée à échéance le 31 décembre 2015,

CONSIDERANT qu'il est proposé de renouveler le soutien financier et opérationnel à l'association afin de contribuer au développement de ses activités,

CONSIDERANT le projet de convention pluriannuelle à intervenir entre la Ville et la « Maison de Prévention - Point Ecoute jeunes »,

SUR avis de la commission des finances,

A L'UNANIMITE

DECIDE

Article 1 : d'approuver les projets de l'association Maison de Prévention - Point Ecoute jeunes et d'autoriser le Maire à signer la convention pluriannuelle pour les années 2016-2017-2018.

Article 2 : de verser à l'association une subvention d'un montant total annuel de 36 404 €, soit :

- un premier acompte de 40 % en février 2016,
- le solde après le vote du budget suivant les recettes de la commune.

Article 3 : d'inscrire la dépense au budget de la commune - chapitre 65.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET
Maire

Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 2.2.FEV.2016
Publication
le 2.5.FEV.2016
Notification
le
Certifié exécutoire
Le Maire,



Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal



LE CONSEIL,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29,

VU l'article 71 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

VU les articles L.3111-1 à L.3111-8, L.3111-11 et L.3112-1 et L.3112-3 du Code de la Santé Publique,

VU le Contrat Local de Santé (CLS), signé en Octobre 2015, et notamment les deux axes prioritaires : lutte contre les inégalités sociales et territoriales de santé, et recherche de l'efficacité de la dépense,

CONSIDÉRANT que les Centres Municipaux de Santé s'engagent en collaboration avec la Mutualité Française Ile-de-France à mettre en place « NUTRIMUT », un programme d'accompagnement des personnes en surpoids ou en obésité, à des fins de prévention,

CONSIDÉRANT que la Direction de la Santé, la Direction des Sports et l'Espace Intergénérationnel mettront à disposition des salles pour les différents intervenants de la Mutualité Française,

CONSIDÉRANT qu'un lien sera fait avec les Centres Municipaux de Santé, la Direction des Sports et l'Espace Communal Intergénérationnel, afin d'assurer une continuité à l'issue du programme,

CONSIDÉRANT les projets de convention définissant les modalités de coordination, et de financement dans le cadre d'un partenariat avec la Mutualité Française,

CONSIDÉRANT que la Mutualité Française Ile-de-France s'engage à rémunérer le CMS pour les frais de personnel infirmier nécessaire au bon déroulement de la journée de dépistage,

CONSIDÉRANT que la Direction de la Santé versera une subvention de 1 000€ à la Mutualité Française Ile-de-France sous réserve d'un minimum de 10 participants au programme NUTRIMUT,

A L'UNANIMITÉ

DECIDE

Article unique. : D'approuver les 2 conventions de partenariat à conclure avec la Mutualité Française relative au programme « NUTRIMUT 2016 » et d'autoriser le Maire à signer les dites conventions.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET
Maire



Transmission électronique en

Préfecture du Val-de-Marne

Le 23 FFV 2016

Publication

Le 25 FFV 2016

Notification

Le



Certifié exécutoire

Le Maire

LE CONSEIL,

VU le Code général des Collectivités territoriales et notamment l'article L.2121 29,

VU la délibération n°211.10.12.PE du 20 octobre 2011 approuvant la convention initiale conclue entre la Ville et la société « Crèche Attitude »,

CONSIDERANT le projet de convention à intervenir entre la société « Crèche Attitude » et la Commune, concernant la réservation de 10 berceaux pour des enfants de 0 à 3 ans,

CONSIDERANT que la Ville se réserve le droit d'attribuer les 10 places retenues, sur l'année 2016, à des enfants demeurant sur la Commune,

CONSIDÉRANT que la participation financière de la Commune représente un coût unitaire annuel de 12 086 €, soit un coût total sur 12 mois de 120 860 €,

CONSIDERANT que selon les termes de cette nouvelle convention à conclure pour la période du 1^{er} janvier au 31 août 2016,, la réservation de 10 berceaux sur 8 mois, représente un coût total de **80 572,00 €**,

A LA MAJORITE

Par 41 voix pour

MM. VOGUET, CLERGET, BRUNET, TABANOU, Mmes LE GAUYER, DO ROSARIO, TRICOT-DEVERT, M. LACHELACHE, Mmes SAINT-GAL, BIHNER, AVOGNON ZONON, M. GAUTRAIS, Mme NIAKHATE, MM. CORNELIS, DAMIANI-ABOULKHEIR, Mmes BENZIANE, GARCIA, Mme CHARDIN, MM. GUENEAU, MACABETH, SAINT-GAL, MALLERIN, LOCKO, Mmes VIENNEY, SFAR, GARNIER, JESTIN, M. PIO, Mmes KLOPP, NAIT-BAHLOUL, M. RISPAL, Mme BRUNET, Mme ROCHE, M. ESCLATTIER, Mme CHAMBRE-MARTIN, M. DE LA CROIX, Mmes LOUICELLIER-CALMELS, RONDA, MM. GUYOT, BERTRAND, LECOQ,

Par 3 abstentions

MM. LEVY, HABIB, Mme FENASSE,

DECIDE

Article 1 : D'approuver le renouvellement de la convention avec la « Crèche Attitude », dont la durée est conclue du 1^{er} janvier au 31 août 2016.

Article 2 : D'autoriser le Maire à signer ladite convention ainsi que tout document s'y afférant.

Article 3 : D'inscrire les dépenses correspondantes au budget de la Ville.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET

Maire



Transmission électronique en

Préfecture du Val-de-Marne

Le 23 FEV. 2016

Publication

Le 25 FEV. 2016

Notification

Le



Certifié exécutoire

Le Maire,

Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

LE CONSEIL,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.5212.7.1,

VU la délibération du Comité syndical du SIGEIF n°15-50 en date du 14 décembre 2015,

CONSIDERANT que la création de la Métropole du Grand Paris va s'accompagner d'une recomposition de la carte intercommunale en Ile-de-France, notamment au travers de regroupements d'intercommunalités existantes,

CONSIDERANT que, en dehors des cas légalement prévus concernant la mise en œuvre du mécanisme de représentation-substitution, il convient que les statuts du SIGEIF établissent une représentation équitable, au sein de son Comité, des structures intercommunales qui souhaiteraient transférer au SIGEIF, une compétence et notamment la compétence d'autorité organisatrice de la distribution de l'énergie,

A L'UNANIMITÉ DECIDE

Article unique : Le troisième alinéa de la section 7.01 des statuts du SIGEIF est remplacé par cinq alinéas ainsi rédigés :

« Le membre, autre qu'un établissement public de coopération intercommunale, adhérant au SIGEIF au titre d'une compétence statutaire élit un délégué titulaire et un délégué suppléant, quel que soit le nombre total de compétences transférées.

L'établissement public de coopération intercommunale, adhérant au SIGEIF au titre de la compétence statutaire d'autorité organisatrice du service public de distribution d'électricité et de fourniture aux tarifs réglementés de vente, élit autant de délégués, titulaires et suppléants, que de communes correspondant à la partie du territoire au titre duquel il adhère pour lesdites compétences, et quel que soit le nombre total de compétences transférées. Le délégué qui représenterait déjà cet établissement au titre d'une autre compétence antérieurement transférée est compris dans le nombre de délégués ainsi désignés.

L'établissement public de coopération intercommunale, adhérant au titre d'une compétence statutaire autre que la compétence statutaire d'autorité organisatrice du service public de distribution de gaz ou de la compétence statutaire d'autorité organisatrice du service public de distribution d'électricité et de fourniture aux tarifs réglementés de vente, élit un délégué titulaire et un délégué suppléant, quel que soit le nombre total de compétences transférées. L'application de cette disposition ne se cumule pas avec l'alinéa précédent.

L'établissement public de coopération intercommunale se substituant à tout ou partie de ses communes membres au sein du SIGEIF élit, quel que soit le nombre total de compétences transférées par ces communes, des délégués, titulaires et suppléants, dans les conditions prévues par le Code général des collectivités territoriales.

Le mandat des délégués a, en principe, la même durée que l'assemblée délibérante qui les a élus ».

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET
Maire



Transmission électronique en

Préfecture du Val-de-Marne

Le 23 FEV. 2016

Publication

Le 25 FEV. 2016

Notification

Le

Certifié exécutoire

Le Maire,



Pour le Maire et par délégation

M. Claude MALLERIN

Conseiller Municipal

LE CONSEIL,

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles, et notamment son article 12,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, et notamment son article 59,

VU l'article L.5219-5-XII du CGCT qui stipule qu'une commission locale d'évaluation des charges territoriales doit être créée entre chaque établissement public territorial et les communes situées sur son périmètre,

CONSIDERANT que cette commission a été créée en date du 8 février 2016 par le conseil de l'EPT # ParisEstMarne&Bois,

CONSIDERANT que ladite commission est composée de membres des conseils municipaux des communes concernées et que chaque conseil doit disposer d'au moins un représentant,

CONSIDERANT que sur proposition du conseil de l'EPT #ParisEstMarne&Bois de fixer le nombre de représentants à 26 membres dont 13 titulaires et 13 suppléants, il convient de procéder pour la Ville, à la désignation d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant,

CONSIDERANT les propositions de candidatures soumises,

CONSIDERANT que l'ensemble du conseil municipal est favorable à un scrutin ouvert, conformément à l'article L.2121-21 du Code général des Collectivités territoriales,

CONSIDERANT le résultat de ce vote :

Candidatures présentées :

1/ - Titulaire : Pascal CLERGET	Suppléante : Sylvie TRICOT-DEVERT
2/ - Titulaire : Lionel BERTRAND	Suppléante : Sana RONDA

Résultats :

Nombre de présents.....	44
Nombre d'abstentions	0
Nombre de suffrages exprimés.....	44

Ont obtenu :

- Pascal CLERGET et Sylvie TRICOT-DEVERT	35 voix
- Lionel BERTRAND et Sana RONDA	09 voix

Désignation des représentants du conseil municipal pour siéger
à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées
« CLECT » de l'EPT # ParisEstMarne&Bois

DESIGNE

Titulaire : Pascal CLERGET
Suppléante : Sylvie TRICOT-DEVERT

pour siéger auprès de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées de l'Etablissement Public Territorial #ParisEstMarne&Bois.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET

Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 22 FEV 2016
Publication
le 25 FEV 2016
Notification
le
Certifié exécutoire

Le Maire,



Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

Préambule :

Voilà plus de 15 ans que le projet de prolongement du tramway T1 venant de Bobigny, au-delà de Noisy-le-Sec, est attendu impatiemment par les habitantes et les habitants du quartier des Alouettes et de la Ville de Fontenay-sous-Bois.

L'amélioration du cadre de vie est une préoccupation majeure et légitime des habitants et habitantes de ce quartier et de la Municipalité.

Le prolongement du tramway T1 prévoit le réaménagement complet de l'avenue de Lattre de Tassigny (RD86) entre la limite communale avec Rosny-sous-Bois et le pont du RER A avec la création de nouvelles traversées piétonnes, d'une piste cyclable bidirectionnelle, de nouvelles plantations d'arbres et d'une réduction de la place dédiée à l'automobile.

Des intérêts particuliers viennent faire entrave à l'intérêt général des usagers des transports publics, mais aussi des résidents des villes dont l'environnement est pollué par le trafic routier, portant atteinte à la santé des personnes.

LE CONSEIL,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2121-29,

CONSIDERANT que la Région s'est engagée dans le sens de l'intérêt général,

CONSIDERANT que les travaux préparatoires ont pu débuter à l'été 2015 et que le calendrier de mise en service du T1 prévoit une livraison en 2019, au grand bénéfice des villes de l'est parisien,

A LA MAJORITE

Par 35 voix pour

MM. VOGUET, CLERGET, BRUNET, TABANOU, Mmes LE GAUYER, DO ROSARIO, TRICOT-DEVERT, M. LACHELACHE, Mmes SAINT-GAL, BIHNER, AVOGNON ZONON, M. GAUTRAIS, Mme NIAKHATE, MM. CORNELIS, DAMIANI-ABOULKHEIR, Mmes BENZIANE, GARCIA, M. LEVY, Mme CHARDIN, MM. GUENEAU, MACABETH, SAINT-GAL, MALLERIN, LOCKO, HABIB, Mmes VIENNEY, SFAR, GARNIER, FENASSE, JESTIN, M. PIO, Mmes KLOPP, NAIT-BAHLOUL, M. RISPAL, Mme BRUNET,

Par 9 abstentions

Mme ROCHE, M. ESCLATTIER, Mme CHAMBRE-MARTIN, M. DE LA CROIX, Mmes LOUICELLIER-CALMELS, RONDA, MM. GUYOT, BERTRAND, LECOQ,

DEMANDE à la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, Présidente du Syndicat des Transports d'Ile-de-France de confirmer le calendrier de réalisation et la bonne réalisation du prolongement du tramway T1 au Val-de-Marne, projet attendu de longue date par de nombreux citoyen-ne-s.

REAFFIRME son attachement au développement des transports collectifs et des modes doux de circulation qui amélioreront sensiblement la qualité de vie des Fontenaysiens et notamment des habitants du quartier des Alouettes.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET
Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
Le 23 FEV. 2016
Publication
Le 25 FEV. 2016
Notification
Le
Certifié exécutoire
Le Maire,



Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

Préambule :

Pour la première fois sous la V^{ème} République, des sanctions pénales viennent d'être requises par un Procureur de la République, à Air France et pouvant aller jusqu'à la prison contre les « 8 de Goodyear ». C'est à dire contre des syndicalistes qui ont participé avec les salariés à des actions pour empêcher la fermeture de leur usine et pour la défense de leurs droits.

Cette prise de position est une inacceptable criminalisation de l'action syndicale qui vise à placer le militant syndical au rang de délinquant.

Nous y voyons une régression dans la conception même des libertés publiques dans notre pays. Et plus particulièrement une atteinte contre le droit du travail, contre la place et le rôle qu'il confère aux organisations syndicales dans les relations entre les salariés et les employeurs dans l'entreprise.

Il est extrêmement dangereux pour les libertés que l'actuel « état d'urgence » inspire et oriente l'autorité de l'État dans de telles dérives répressives !

Il est inacceptable que les procureurs et les forces de polices soient ainsi mis au service des grands groupes industriels et financiers pour briser toute résistance à la destruction des emplois et de l'industrie.

Avec déjà plus de 150 000 pétitionnaires et la création de comité locaux de soutien, nous sommes particulièrement satisfaits de voir qu'une forte mobilisation citoyenne commence à se manifester pour exiger la justice concernant « les 8 condamnés de Goodyear ». Nous nous y associons pleinement !

LE CONSEIL,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2121-29,

A LA MAJORITE

Par 35 voix pour

MM. VOGUET, CLERGET, BRUNET, TABANOU, Mmes LE GAUYER, DO ROSARIO, TRICOT-DEVERT, M. LACHELACHE, Mmes SAINT-GAL, BIHNER, AVOGNON ZONON, M. GAUTRAIS, Mme NIAKHATE, MM. CORNELIS, DAMIANI-ABOULKHEIR, Mmes BENZIANE, GARCIA, M. LEVY, Mme CHARDIN, MM. GUENEAU, MACABETH, SAINT-GAL, MALLERIN, LOCKO, HABIB, Mmes VIENNEY, SFAR, GARNIER, FENASSE, JESTIN, M. PIO, Mmes KLOPP, NAIT-BAHLOUL, M. RISPAL, Mme BRUNET,

Par 9 voix contre

Mme ROCHE, M. ESCLATTIER, Mme CHAMBRE-MARTIN, M. DE LA CROIX, Mmes LOUICELLIER-CALMELS, RONDA, MM. GUYOT, BERTRAND, LECOQ,

APPELLE à l'arrêt des poursuites contre les « 8 de Goodyear ».

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET
Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
Le 23 FEV. 2016

Publication 25 FEV. 2016
Le.....

Notification

Le.....

Certifié exécutoire

Le Maire



Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

LE CONSEIL,

VU l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales autorisant le conseil municipal à déléguer au Maire une partie de ses attributions,

VU l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales qui prévoit que le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal,

VU la délibération du 5 avril 2014 donnant délégation au Maire dans le cadre des dispositions de l'article susvisé du Code général des collectivités territoriales,

CONSIDERANT que le Maire doit rendre compte, à chacune des réunions du conseil municipal, des arrêtés pris en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

A L'UNANIMITÉ

APPROUVE la communication des arrêtés pris par le Maire.

2015-A-110	Marché public de fournitures « Produits d'entretien et de droguerie »
2015-SJ-118	Désignation et honoraires d'avocat - Cabinet de CASTELNAU - Affaire : Projet d'aménagement du secteur Péripole-Alouettes - Assignation en expulsion d'un occupant sans titre - Montant : 2 160,00 €
2015-A-122	Prestations de service en assurances pour le groupement de commandes Ville-CCAS-CDE
2015-SJ-125	Honoraires d'avocat - Cabinet SEBAN - Affaire : Péril sur immeuble sis 16 rue Marguerite - Assistance de la ville dans le cadre des suites de la procédure d'expertise juridictionnelle du bâti et de l'instance, devant le TGI de Créteil - Montant : 2 880.00 €
2015-SJ-126	Honoraires d'avocat - Maître BOUDIN - Affaire : Protection et assistance d'un agent communal agressé dans l'exercice de sa fonction - Procédure devant TGI de Créteil - Montant : 1 213.00 €
2015-F-127	Tarifs des droits de voirie applicables au 1 ^{er} janvier 2016
2015-SJ-128	Désignation et honoraires d'avocat - Cabinet SARTORIO - Affaire : Projet de construction de bâtiments modulaires pour deux nouvelles classes au groupe scolaire Victor-Duruy - Procédure en référé devant le T.A. de Melun - Montant : 120.00 €
2015-SJ-129	Honoraires d'huissier de justice - SCP Ph. CAZENAVE - Affaire : Procédure en éviction de l'occupant d'un logement communal - Montant : 140.34 €
2015-ST-130	Marché de fournitures de bacs roulants, de colonnes aériennes, de conteneurs enterrés, et d'accessoires destinés à la collecte des déchets ménagers - Lot 1
2015-ST-131	Marché de fournitures de bacs roulants, de colonnes aériennes, de conteneurs enterrés, et d'accessoires destinés à la collecte des déchets ménagers - Lot 2
2015-SJ-132	Honoraires d'avocat - Cabinet SARTORIO - Affaire : Revendication de droits de propriété intellectuelle et artistique par d'ex-agents communaux - Montant : 1 008.00 €

2015-SJ-133	Honoraires d'avocat - Cabinet SEBAN - Affaire : Travaux de comblement de carrières - Rue Raspail et Villa des Carrières - Expertise des bâtiments riverains en référé devant le T.A. de Melun - Montant : 360.00 €
2015-F-134	Tarification des installations sportives
2015-F-135	Tarification des installations sportives dans le cadre du dépassement de couverture du gardiennage
2015-HL-136	Avenant à la convention conclue avec la Poste pour la location de 10 emplacements à usage de parkings situés 1 rue des Ormes à Fontenay
2015-HL-137	Avenant à la convention conclue entre Immobilière 3F et la Ville pour mise à disposition d'un local sis 55 avenue du Maréchal Joffre à Fontenay-sous-Bois
2015-SJ-138	Honoraires d'avocat - Cabinet SARTORIO - Affaire : Requêtes d'une ex-praticienne dentaire des CMS - Suite des arrêts rendus par la Cour administrative d'appel de Paris - Montant : 432.00 €
2016-SJ-01	Honoraires d'avocat - Cabinet SEBAN - Affaire : Travaux de comblement de carrières et de réhabilitation du réseau d'assainissement « Rue Raspail et villa des Carrières » - Référé devant T.A. de Melun - Montant : 360.00 €
2016-SJ-02	Honoraires d'avocat - Cabinet SEBAN - Affaire : Protection fonctionnelle d'agents communaux - Suite de jugement au Tribunal correctionnel de Créteil - Montant : 810.00 €
2016-HL-03	Convention conclue entre la Ville et l'association « Maison de la Prévention » pour la mise à disposition d'un local sis 55 avenue du Maréchal Joffre à Fontenay-sous-Bois
2016-HL-04	Convention conclue entre l'EPFIF et la Ville pour la mise à disposition d'un local sis 37 rue Louis Auroux à Fontenay-sous-Bois
2016-HL-05	Convention conclue entre la Ville et la Croix Rouge Française pour la mise à disposition d'un local sis 37 rue Louis Auroux à Fontenay-sous-Bois
2016-HL-07	Modification de l'arrêté n° 2015-F-116 portant revalorisation des tarifs de séjours du service municipal de la jeunesse

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET
Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 22 FEV. 2016

Publication
le 25 FEV. 2016

Notification
le

Certifié exécutoire

Le Maire,



[Handwritten signature]

Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

SOMMAIRE

N° DELIBERATION	OBJET DE LA DELIBERATION
2016-03-01-DG	Rapport sur la situation en matière de développement durable 2015
2016-03-02-DGA	Rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans la collectivité
2016-03-03-F	Rapport des Orientations Budgétaires (qui remplace le DOB)
2016-03-04-F	Demande de garantie d'emprunt à accorder VALOPHIS HABITAT pour la réhabilitation du groupe immobilier « Jardin de la plaine »
2016-03-05-F	Demande de garantie d'emprunt à accorder à l'association UDSM pour le financement de travaux 30 avenue de Stalingrad
2016-03-06-DGA	Convention tripartite de mise en œuvre d'action de chantiers d'amélioration de l'Habitat par l'Auto-Réhabilitation Accompagnée (ARA)- Groupe d'immeubles Romain Rolland
2016-03-07-JEU	Renouvellement de l'adhésion à l'Association École de la 2ème chance du Val-de-Marne
2016-03-08-DG	Convention de prêt Energy Game entre la ville et ERDF
2016-03-09-ENS	Actualisation des frais de scolarité 2015-2016 pour la classe d'Intégration scolaire (CLIS) à l'école Henri WALLON
2016-03-10-ENS	Renouvellement de la convention avec l'association « Prévention Routière 94 »
2016-03-11-P a	Mise à disposition d'agents communaux au profit de la Caisse des Ecoles
2016-03-11-P b	Mise à disposition d'agents communaux au profit du Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.)
2016-03-12-P	Modification du tableau des effectifs
2016-03-13-DG	Liste des arrêtés pris par le Maire en application de l'article L.2122-22 du CGCT

Délibération n°2016-03-01-DG:

Rapport sur la situation en matière de développement durable 2015

LE CONSEIL,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L 2311-1-1,

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement - dite « Grenelle 2 », notamment l'article n° 255,

VU le décret n° 2011-687 du 17 juin 2011 relatif au rapport sur la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales,

VU la circulaire du 3 août 2011 relative à la situation en matière de développement durable des collectivités territoriales,

CONSIDERANT que dans les Communes de 50 000 habitants et plus, préalablement aux débats sur le projet de budget, le maire présente un rapport sur la situation en matière de développement durable intéressant le fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation,

SUR avis favorable de la commission municipale des finances,

DONNE ACTE au Maire de la présentation du rapport sur la situation en matière de développement durable sur l'année 2015.

L'enregistrement vidéo exhaustif du débat est disponible sur le site de la ville.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET

Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 24 MAR. 2016
Publication 24 MAR. 2016
le
Notification
le

Certifié exécutoire
Le Maire,



LE CONSEIL,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L 2311-1-2,

VU la loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, notamment l'article n°61,

VU le décret n° 2015-761 du 24 juin 2015 relatif au rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant les collectivités,

VU l'avis de la Commission des Finances du 7 mars 2016,

CONSIDERANT que dans les Communes de 20 000 habitants et plus, préalablement aux débats sur le projet de budget, le maire présente un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation,

CONSIDERANT l'engagement de la Ville de Fontenay-sous-Bois pour les droits des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes,

SUR avis favorable de la commission municipale des finances,

DONNE ACTE au Maire de la présentation du rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes dans la collectivité.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET
Maire

Transmission électronique en

Préfecture du Val-de-Marne

le 24 MAR. 2016

Publication 24 MAR. 2016

le

Notification

le

Certifié exécutoire

Le Maire,



Pour le Maire et par délégation

M. Claude MALLERIN

Conseiller Municipal



LE CONSEIL,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L 2312-1,

VU l'article 107 de la loi NOTRe qui modifie l'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales,

CONSIDERANT que dans les Communes de 3 500 habitants et plus, le Maire doit présenter à son assemblée délibérante, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure de la dette,

CONSIDERANT que ce rapport donne lieu à un débat au Conseil Municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L.2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique,

CONSIDERANT le Rapport d'Orientations Budgétaires présenté et le débat qui s'ensuit entre les membres du Conseil Municipal,

SUR avis favorable de la commission municipale des finances,

PREND ACTE du Rapport d'Orientations Budgétaires 2016.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET
Maire

Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne

le 24 MAR. 2016

Publication

le 24 MAR. 2016

Notification

le

Certifié exécutoire
Le Maire,



Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal



Délibération n°2016-03-04-F :

Demande de garantie d'emprunt de la Société VALOPHIS HABITAT pour le financement de l'opération de réhabilitation de 208 logements 1, 2, 3,4 rue Danièle Casanova, 1,3,5 rue Suzanne Buisson et 7, 9 ,11 rue Aimé et Eugénie Cotton

LE CONSEIL,

VU les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article 2298 du Code Civil,

CONSIDERANT la demande formulée par VALOPHIS HABITAT tendant à obtenir la garantie de la commune pour le remboursement d'emprunts destinés à la réhabilitation de 208 logements « Jardin de la Plaine » 1,2,3,4 rue Danièle Casanova, 1,3,5,rue Suzanne Buisson et 7,9,11 rue Aimé et Eugénie Cotton à Fontenay-sous-Bois

VU la proposition de la Caisse des Dépôts et Consignation du 22 décembre 2015,

SUR avis favorable de la commission municipale des finances,

À L'UNANIMITÉ**DECIDE**

Article 1 : d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un emprunt d'un montant de 2 912 000 € dans le cadre du prêt ECO PRET souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation.

Article 2 : les conditions du prêt consenti par la Caisse des Dépôts et Consignation sont les suivantes :

- Montant du prêt : 2 912 000 €
- Durée totale du prêt : 20 ans
- Périodicité des échéances : annuelle
- - Index : Livre A - taux annuel révisable
- - Marge fixe sur index : - 0.45%
-

Article 3 : La garantie de la commune est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignation, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Délibération n°2016-03-04-F :

Demande de garantie d'emprunt de la Société VALOPHIS HABITAT pour le financement de l'opération de réhabilitation de 208 logements 1, 2, 3,4 rue Danièle Casanova, 1,3,5 rue Suzanne Buisson et 7, 9 ,11 rue Aimé et Eugénie Cotton

Article 4 : de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Article 5 : d'autoriser le Maire à signer le contrat de prêt correspondant et la convention de garantie d'emprunt précisant la contrepartie des droits de réservation et de désignation.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET

Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 24 MAR 2016

Publication
le 24 MAR 2016

Notification
le

Certifié exécutoire
Le Maire,



Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

Demande de garantie d'emprunt de l'Association UDSM pour le financement de travaux 30 avenue de Stalingrad à Fontenay-sous-Bois

LE CONSEIL,

VU les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article 2298 du Code Civil,

CONSIDERANT la demande formulée par l'Association UDSM tendant à obtenir la garantie de la commune pour le remboursement d'un emprunt destiné à la construction d'un bâtiment annexe à l'établissement Médico-Pédagogique sis 30 avenue de Stalingrad à Fontenay-sous-Bois.

CONSIDERANT que le coût prévisionnel de la rénovation totale s'élève à la somme de 2.800.000 €.

CONSIDERANT que le financement se présente ainsi :

- Subvention du Conseil Régional :	800.000 €
- Subvention soutien à l'investissement (ARS)	600.000 €
- Subvention soutien à l'investissement (DDASS)	670.000 €
- Fonds propres	30.000 €
- Emprunt sur 20 ans – Taux 2,75 %	700.000 €

TOTAL :

2.800.000 €

CONSIDERANT le projet de contrat de prêt établi par la Société Générale.

CONSIDERANT le caractère reconnu d'utilité publique de l'Association au sens de l'article 238 bis du code Général des Impôts,

SUR avis favorable de la commission municipale des finances,

À L'UNANIMITÉ

DECIDE

Article 1 : d'accorder sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un emprunt d'un montant de 700.000 € dans le cadre du prêt souscrit auprès de la Société Générale.

Article 2 : les conditions du prêt consenti par la Société Générale sont les suivantes :

- Durée de l'amortissement : 20 ans
- Taux effectif global : 2,76 % l'an proportionnel au taux mensuel de 0,2297 %
- Périodicité des échéances : mensuelle
-

Article 3 : La garantie de la commune est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Société Générale, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : de s'engager pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Article 5 : d'autoriser le Maire à signer le contrat de prêt correspondant et la convention de garantie d'emprunt précisant la contrepartie des droits de réservation et de désignation.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET
Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 24 MAR. 2016
Publication
le 24 MAR. 2016
Notification
le

Certifié exécutoire
Le Maire,



Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

LE CONSEIL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2121-29,

VU la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion sociale,

VU le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers politique de la ville des départements métropolitains.

Vu la délibération du 10 mars 2011 approuvée par le Conseil Municipal relative à l'adoption du Programme Local de l'Habitat,

VU l'objectif 4 du PLH « Renforcer la lutte contre l'Habitat indigne et la précarité énergétique ainsi que son action 11 « Poursuivre les efforts d'amélioration et d'entretien du parc public et inciter les propriétaires privés à rénover et à entretenir leurs biens ».

CONSIDERANT qu'à ce titre un contrat de ville a été signé le 30 juin 2015.

CONSIDERANT qu'il prévoit dans les axes stratégiques du pilier « Cadre de vie – renouvellement urbain » de permettre une bonne intégration par le logement, une fiche action est annexée sur « Accompagner les ménages dans les actions d'auto-embellissement des logements et de leur environnement ».

CONSIDERANT que la résidence Romain Rolland située dans le quartier La Redoute souffre d'un enclavement urbain et social, la réhabilitation en cours des logements par le bailleur social IDF Habitat et la rénovation du quartier portée par la ville, sont un terrain favorable et facilitateur à l'implantation du projet d'auto-réhabilitation accompagné (ARA). Ce projet répond à des enjeux tels que la lutte contre le mal logement et l'habitat indigne et indécemment ; la lutte contre la précarité énergétique. Il favorise l'initiative et la capacité d'agir des habitants sur leur cadre de vie ; il améliore l'image du parc public, de ses habitants et du quartier.

CONSIDERANT que pour la réalisation d'atelier ARA, il est proposé de conclure un partenariat avec l'association « Les compagnons bâtisseurs » par convention pluriannuelle afin mettre en place une démarche d'éducation populaire visant à transmettre des savoirs aux habitants des quartiers prioritaires.

CONSIDERANT le projet de convention tripartite de mise en œuvre d'action de chantiers d'amélioration de l'habitat par l'auto-réhabilitation accompagnée d'aide à la réalisation de travaux de second œuvre.

SUR avis favorable de la commission municipale des finances,

Convention tripartite de mise en œuvre d'action de chantiers d'amélioration de l'Habitat par l'Auto-Réhabilitation Accompagnée (ARA) – Groupe d'immeubles Romain Rolland

À L'UNANIMITÉ

DECIDE

Article 1 : d'Approuver le projet de convention entre la Ville, le bailleur social IDF Habitat et l'Association compagnons bâtisseurs, d'une durée de 3 ans non renouvelable,

Article 2 : d'Autoriser le Maire à signer cette convention.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET

Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne

le24 MAR. 2016.....

Publication

le24 MAR. 2016.....

Notification

le

Certifié exécutoire

Le Maire,



Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

LE CONSEIL,

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2121-29,

VU la demande d'adhésion à l'Ecole de la 2ème Chance du Val de Marne en date du 13 octobre 2015

CONSIDERANT que cette structure accueille (des adultes de 18 à 25 ans ou de 26 et 30 ans allocataires du RSA en Val-de-Marne, sortis depuis au moins deux ans du système scolaire, sans diplôme ni qualification).

CONSIDERANT que la Ville s'engage à participer aux charges pédagogiques en versant à l'Ecole de la 2ème Chance du Val de Marne une subvention forfaitaire annuelle de 9 000 €

SUR avis favorable de la commission municipale des finances,

À L'UNANIMITÉ

DECIDE

Article 1 : le renouvellement de l'adhésion à l'association « école de la 2^{ème} chance du Val-de-Marne »

Article 2 : d'imputer la dépense d'un montant total de 9 000 € sur le budget de l'exercice correspondant.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET
Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne

le 24 MAR. 2016

Publication 24 MAR. 2016

le

Notification

le

Certifié exécutoire

Le Maire,



Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

LE CONSEIL,

CONSIDERANT l'opportunité pour la ville de pouvoir utiliser ce jeu dans les Établissements Publics Numériques, les ludothèques et, plus largement, lors d'évènements de sensibilisation du public aux questions relatives à la précarité énergétique,

SUR avis favorable de la commission municipale des finances,

À L'UNANIMITÉ

DECIDE

Article unique : d'autoriser le Maire à signer la convention de prêt « d'Énergy Game » entre la Ville et ERDF.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET
Maire

Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 24 MAR. 2016
Publication 24 MAR. 2016
le
Notification
le

Certifié exécutoire
Le Maire,



Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal



LE CONSEIL,

VU la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

VU le code de l'éducation et notamment son article L.212 alinéa 8

CONSIDERANT que depuis janvier 1998 une Classe d'Intégration Scolaire pour enfants souffrants de troubles autistiques est ouverte à l'école H.WALLON et accueille également des élèves domiciliés dans d'autres communes,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'actualiser le montant des frais de scolarité de cette CLIS pour l'année scolaire 2015-2016 en prenant en compte :

- le nombre d'enfants inscrits dans la classe
- la durée hebdomadaire de scolarisation de chaque enfant
- le montant des frais de scolarité généraux et le montant des frais spécifiques pour cette classe liés à la rémunération de l'aide médico-psychologique

SUR avis favorable de la commission municipale des finances,

À L'UNANIMITÉ

DECIDE

Article 1 : Les frais de scolarité de la Classe d'Intégration Scolaire (CLIS) de l'école Henri WALLON pour l'année scolaire 2015-2016 sont fixés comme suit :

Quote-part du traitement et charges pour l'année scolaire 2015-2016 de l'agent supplémentaire affecté à la CLIS de septembre 2015 à juin 2016 +

Quote-part des frais de scolarité classiques

Total année scolaire base traitements et charges annuels = 27 550.00€

Montant des frais de scolarité classiques par enfant = 1121.00 €

Nombre de demi-journée	Quote-part traitement agent affecté à la classe	Quote-part frais scolarité	Total	Frais scolarité arrêtés par le Conseil municipal
1	810.29 €	124.56 €	934.85 €	934.85 €
2	1620.58 €	249.12 €	1869.70 €	1869.70 €
3	2430.87 €	373.68 €	2804.55 €	2804.55 €
4	3241.16 €	498.24 €	3739.40 €	3739.40 €
5	4051.45 €	622.80 €	4674.25 €	4674.25 €
6	4861.74 €	747.36 €	5609.10 €	5609.10 €
7	5672.03 €	871.92 €	6543.95 €	6543.95 €
8	6482.32 €	996.48 €	7478.80 €	7478.80 €
9	7292.61 €	1121.00 €	8413.61 €	8413.61 €

Article 2 : Les recettes seront inscrites fonction 020, nature 758.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET
Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 24 MAR 2016

Publication 24 MAR 2016
le

Notification
le

Certifié exécutoire
Le Maire,

Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

LE CONSEIL,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Décret no 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

VU le décret n°2008-580 du 18 juin 2008,

VU le budget de la Commune,

CONSIDERANT la demande de subvention de l'association Prévention routière,

CONSIDERANT qu'il est proposé d'accorder un soutien financier à cette association pour contribuer au développement des activités portées par l'association,

CONSIDERANT le projet de renouvellement de la convention annuelle à intervenir entre la ville et cette association,

CONSIDERANT la volonté de mise en œuvre d'actions de sensibilisation à la prévention routière destinées aux élèves des écoles élémentaires,

SUR avis favorable de la commission municipale des finances,

À L'UNANIMITÉ

DECIDE

Article 1 : d'autoriser le Maire à signer la convention et les avenants s'y rapportant, établissant les rapports contractuels entre la ville et l'association prévention routière pour l'année 2016.

Article 2 : de verser une subvention annuelle de fonctionnement

Article 3 : de verser une subvention pour les interventions dans les écoles élémentaires de la ville

Article 4: d'inscrire la dépense au budget article 65748 fonction 020.


POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET
Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 24 MAR 2016
Publication 24 MAR 2016
le
Notification
le

Certifié exécutoire
Le Maire,

 Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

LE CONSEIL,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales,

CONSIDERANT les besoins de la Caisse des Ecoles de la ville de Fontenay sous Bois et le projet de convention ainsi établi,

CONSIDERANT l'absence d'emplois budgétaires correspondant à ses besoins ne permet pas le recrutement par voie de détachement ou par nomination directe,

CONSIDERANT que la convention de mise à disposition d'agents communaux au profit de la Caisse des Ecoles de la ville expire et qu'il y a lieu de la renouveler,

SUR avis favorable de la commission municipale des finances,

À L'UNANIMITÉ**DECIDE**

Article 1 : d'approuver la mise à disposition d'agents communaux au profit de la Caisse des Ecoles, conformément à la liste figurant dans le projet de convention à conclure

Article 2 : que la Caisse des Ecoles de la Ville de Fontenay sous Bois sera exonérée en totalité du remboursement de la rémunération et des charges des agents communaux ainsi mis à disposition

Article 3 : d'autoriser le Maire à signer cette convention et à prendre toutes dispositions pour sa bonne exécution

Article 4 : d'autoriser le Maire à signer tous les avenants nécessaires pour tenir compte de l'évolution de la situation administrative des agents mis à disposition (grades, fonctions, taux d'emploi) à l'exclusion de toute majoration du nombre de ces agents.

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET

Maire

Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 24 MAR. 2016
Publication
le 24 MAR. 2016
Notification
le

Certifié exécutoire
Le Maire,




LE CONSEIL,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales,

CONSIDERANT les besoins du Centre Communal d'Action Sociale de la ville de Fontenay sous Bois et le projet de convention ainsi établi,

CONSIDERANT que la convention de mise à disposition d'agents communaux au profit du Centre Communal d'Action Sociale de la ville expire et qu'il y a lieu de la renouveler,

SUR avis favorable de la commission municipale des finances,

À L'UNANIMITÉ

DECIDE

Article 1 : d'approuver la mise à disposition d'agents communaux au profit du Centre Communal d'Action Sociale de la ville conformément à la liste figurant dans le projet de convention à conclure.

Article 2 : que le Centre Communele d'Action Sociale de la Ville de Fontenay sous Bois sera exonéré en totalité du remboursement de la rémunération et des charges des agents communaux ainsi mis à disposition

Article 3 : d'autoriser le Maire à signer cette convention et à prendre toutes dispositions pour sa bonne exécution

Article 4 : d'autoriser le Maire à signer tous les avenants nécessaires pour tenir compte de l'évolution de la situation administrative des agents mis à disposition (grades, fonctions, taux d'emploi) à l'exclusion de toute majoration du nombre de ces agents.

EXTRAIT CONFORME


Jean-François VOGUET
Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 24 MAR. 2016

Publication
le 24 MAR. 2016

Notification
le

Certifié exécutoire
Le Maire,


LE CONSEIL,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

VU le décret n°2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux,

VU le décret n°2012-437 du 29 mars 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique,

VU le décret n°2006-1691 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux,

VU le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux,

VU le décret n°92-851 du 28 août 1992 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des médecins territoriaux,

VU le décret n°92-859 du 28 août 1992 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des puéricultrices territoriales,

VU le décret n°95-31 du 10 janvier 1995 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants,

VU le décret n°91-857 du 2 septembre 1991 portant statut particulier du cadre d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique,

VU le décret n°2011-1642 du 23 novembre 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques,

VU le décret n°2011-605 du 30 mai 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives,

CONSIDERANT l'avis favorable du Comité Technique pris en sa séance du 4 décembre 2015,

CONSIDERANT que pour faire face aux besoins de fonctionnement des services et satisfaire au déroulement de carrière des agents communaux, il est nécessaire de modifier le tableau des effectifs,

DECIDE

A L'UNANIMITÉ

Article 1 : de modifier le tableau des effectifs comme suit :

Filières – Grades	Ancien tableau	Nouveau tableau
Filière ADMINISTRATIVE		
Catégorie A - Administrateur général	0	1
Catégorie B - Rédacteur principal 1 ^{ère} classe TC	8	10
Catégorie C - Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe - Adjoint administratif 2 ^{ème} classe TC - Adjoint administratif 2 ^{ème} classe TNC	15 62 1	16 63 0
TOTAL FILIERE ADMINISTRATIVE	86	90
Filière TECHNIQUE		
Catégorie C - Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe TC - Adjoint technique de 2 ^{ème} classe TC - Adjoint technique de 2 ^{ème} classe TNC	86 265 2	87 242 0
TOTAL FILIERE TECHNIQUE	353	329
Filière SANITAIRE ET SOCIALE		
Catégorie A - Médecin hors classe TC - Médecin hors classe TNC - Médecin CMS TNC - Puéricultrice hors classe	0 1 20 0	1 0 0 1
Catégorie B - Educateur jeunes enfants TNC - Educateur jeunes enfants TNC (17h30)	1 0	0 1
TOTAL FILIERE SANITAIRE ET SOCIALE	22	3
Filière CULTURELLE		
Catégorie A - Professeur classe normale TC	3	4
Catégorie B - Assistant d'enseignement artistique principal de 1 ^{ère} classe TC - Assistant d'enseignement artistique principal de 1 ^{ère} classe TNC - Assistant d'enseignement artistique principal de 2 ^{ème} classe TC - Assistant d'enseignement artistique TNC - Assistant d'enseignement artistique TNC (4h) - Assistant d'enseignement artistique TNC (10h) - Assistant d'enseignement artistique TNC (12h30) - Assistant de conservation principal de 2 ^{ème} classe	0 8 1 10 0 0 0 0 4	8 0 2 0 1 1 1 5
TOTAL FILIERE CULTURELLE	26	22
Filière SPORTIVE		
Catégorie B - Educateur des APS principal de 1 ^{ère} classe - Educateur des APS TNC (17h30)	3 0	4 1
TOTAL FILIERE SPORTIVE	3	5
TOTAL GENERAL	487	444

Article 2 : que les dépenses sont inscrites au compte 64 correspondant aux dépenses du personnel

EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET
Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 24 MAR. 2016

Publication
le 24 MAR. 2016

Notification
le

Certifié exécutoire
Le Maire,



LE CONSEIL,

VU l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales autorisant le conseil municipal à déléguer au Maire une partie de ses attributions,

VU l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales qui prévoit que le Maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal,

VU la délibération du 5 avril 2014 donnant délégation au Maire dans le cadre des dispositions de l'article susvisé du Code général des collectivités territoriales,

CONSIDERANT que le Maire doit rendre compte, à chacune des réunions du conseil municipal, des arrêtés pris en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

À L'UNANIMITÉ

APPROUVE la communication des arrêtés pris par le Maire.

2016 SJ 06	<i>Approbation d'honoraires du Cabinet HORUS Avocats. Affaire : Contestation de l'arrêté interministériel du 23 juillet 2015 refusant de reconnaître l'état de catastrophe naturelle pour la sécheresse de l'été 2014. Montant : 2 040.00 € TTC</i>
2016 ARCH 08	<i>Donation d'œuvre d'art d'une sculpture en bronze intitulé « Sur les rails du souvenir »</i>
2016 SJ 09	<i>Approbation d'honoraires du Cabinet HORUS Avocats. Affaire : Contestation de l'arrêté interministériel du 23 juillet 2015 refusant de reconnaître l'état de catastrophe naturelle pour la sécheresse de l'été 2014. Montant : 1 260.00 € TTC</i>
2016 SJ 10	<i>Approbation d'honoraires d'avocats – Cabinet SARTORIO et associés. Affaire : Mise en place de la métropole du Grand Paris et de l'Établissement public territorial 10 – Transfert de compétences et de moyens-Projet de convention pour la continuité des services publics locaux et la mise à disposition de services et agents. Montant : 6 636.00 € TTC</i>
2016 SJ 12	<i>Désignation et approbation d'honoraires d'avocats du cabinet SARTORIO et associés. Affaire : radiation d'un agent communal pour abandon de poste – Requêtes en référé – suspension et en annulation de l'arrêté municipal en date du 17 août 2015 devant le tribunal administratif de Melun. Montant : 2 592 € TTC.</i>
2016 SJ 13	<i>Désignation et approbation d'honoraires d'avocats du Cabinet SEBAN et associés. Affaire : Requête contentieuse et demandes diverses d'un agent communal. Montant : 3 084.00 € TTC</i>
2016 SJ 14	<i>Approbation d'honoraires d'avocats du cabinet SEBAN et associés. Affaire : Action judiciaire en reconnaissance de diffamation contre un élu bénéficiant de la protection fonctionnelle. Montant : 720.00 € TTC</i>
2016 ST 15	<i>Avenant n°1 – Appel d'Offres Ouvert Européen : exploitation de la déchèterie municipale.</i>
2016 ST 16	<i>Avenant n°1 - Appel d'Offres Ouvert Européen : Gestion des déchets ménagers et assimilés LOT 2</i>
2016 ST 17	<i>Avenant n°1 - Appel d'Offres Ouvert Européen : Location de longue durée de deux balayeuses compacts de voirie sans chauffeur</i>
2016 ST 18	<i>Avenant n° 1 - Appel d'Offres Ouvert Européen : Gestion des déchets ménagers et assimilés LOT 1</i>
2016 ST 19	<i>Avenant n° 2 - Appel d'Offres Ouvert Européen : Gestion des déchets ménagers et assimilés LOT 1</i>
2016 ST 20	<i>Avenant n°3 - Appel d'Offres Ouvert Européen : Gestion des déchets ménagers et assimilés LOT 1</i>

2016 ARCH 21	<i>Donation d'art d'un buste en bronze de Salvador Allende</i>
2016 SJ 22	<i>Approbation d'honoraires d'avocats du cabinet CASTELAU. Affaire : Requêtes en annulation d'un permis de construire. Montant : 1 440.00 € TTC</i>
2016 F 25	<i>Tarifs des concessions, taxes et redevances funéraires</i>
2016 SJ 26	<i>Approbation d'honoraires d'avocats du cabinet SARTORIO et associés. Affaire : Radiation d'un agent communal pour abandon de poste. Montant : 1 440.00 € TTC</i>

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-François VOGUET
Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le 24 MAR. 2016
Publication 24 MAR. 2016
le
Notification
le
Certifié exécutoire
Le Maire,



ARRETES DU MAIRE

SOMMAIRE

N° ARRETE	OBJET DE L'ARRETE
2016 AM 01	Abrogation de l'arrêté de délégation de signature n° 2014 AM 29 du 25 avril 2014 (délégation de signature accordée à Mme Yannick GALLO)
2016 AM 02	Projet d'installation d'une antenne-relais de téléphonie mobile : interdiction de démarrage du chantier au 10, rue des carrières
2016 AM 03	Réglementation du stationnement limité dans les zones bleues - annule et remplace l'arrêté n° 2015 AM 77
2016 AM 04	Délégation de fonction d'officier d'état civil accordée à Madame JESTIN pour la journée du 5 février 2016
2016 AM 05	Autorisation d'ouverture d'un établissement recevant du public (ERP) concernant l'Antenne jeunesse "Bois Cadet" sise 12 rue Fernand Léger
2016 AM 06	Délégation de fonction d'officier d'état civil accordée à Monsieur Claude MALLERIN pour la journée du 27 février 2016
2016 AM 07	Annule et remplace l'arrêté n° 2016 AM 02 du 15 janvier 2016 - Projet d'installation d'une antenne-relais de téléphonie mobile : interdiction de démarrage du chantier au 10, rue des carrières
2016 AM 08	Délégation de fonction d'officier d'état civil accordée à Monsieur Régis PIO pour la journée du 13 février 2016
2016 AM 12	Emplacements réservés pour les véhicules de personne handicapée ou grand invalide
2016 AM 13	Délégation de fonction d'officier d'état civil accordée à Monsieur Philippe HABIB pour la journée du 9 avril 2016

Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le-8 JAN 2016.....
Publication
le8 JAN 2016.....
Notification
le

Fontenay-sous-Bois



ARRÊTÉ N°2016-AM-01

Certifié exécutoire
Le Maire,



[Signature]

OBJET : Abrogation de l'arrêté de délégation de signature n°2014.AM.29 du 25 avril 2014

Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

LE MAIRE,

VU l'article R.2122-8-1 du Code général des Collectivités territoriales,

VU l'arrêté municipal n°2014.AM.29 en date du 25 avril 2014 accordant à Madame Yannick GALLO, agent de la direction population, la délégation de signature dans les conditions prévues à l'article L.2122-30 du Code général des Collectivités territoriales,

CONSIDERANT que Madame Yannick GALLO a fait valoir ses droits à la retraite à compter du 23 décembre 2015,

ARRÊTE

Article 1 : L'arrêté n°2014.AM.29 du 25 avril 2014 est abrogé.

Article 2 : Le présent arrêté sera transcrit au registre des actes de la Mairie et ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet du Val-de-Marne.

Fontenay-sous-Bois, le 5 janvier 2016

Jean-François VOGUET

Maire



[Signature]

Hôtel de ville

4, esplanade Louis-Bayeurte - 94125 Fontenay-sous-Bois Cedex
Tél. 01 49 74 74 74 - Fax 01 49 74 74 75
www.fontenay-sous-bois.fr

le 18.01.2016

Publication

le 19.01.2016

Notification

le 20.01.2016

Certifié exécutoire
Le Maire,

Fontenay-sous-Bois



une ville à vivre

54

ARRÊTÉ N° 2016-AM-02

OBJET : projet d'installation d'une antenne-relais de téléphonie mobile- Interdiction de démarrage du chantier au 10, rue des Carrières

LE MAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2212-1 et -2,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU les Codes de la santé publique et de l'environnement,

VU la circulaire du 16 octobre 2001 relative à l'implantation des antennes relais de radiotéléphonie mobile,

VU le guide des bonnes pratiques signées entre l'association des Maires de France et l'Association Française des opérateurs de téléphonie Mobile - devenu guide des relations entre opérateurs et communes - signé en avril 2004,

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 26 octobre 2007, modifié par délibération du Conseil Municipal du 27 juin 2013, mis en révision par délibération du 26 juin 2014 et révisé par délibération du Conseil municipal du 17 décembre 2015,

CONSIDÉRANT que la déclaration préalable de travaux n°09403315N4208 déposée par la S.A.S. FREE MOBILE pour l'installation d'une antenne-relais de téléphonie mobile a fait l'objet d'une décision de non-opposition en date du 2 novembre 2014,

CONSIDÉRANT que le règlement du PLU révisé, dans son article 2, prévoit que « l'implantation des antennes relais est interdite dans un rayon de 100 mètres autour des équipements publics suivants : établissements scolaires, crèches, établissements de soin, existants ou projetés »,

CONSIDÉRANT le recours gracieux en date du 30/12/2015 déposé le 31 décembre 2015 par Monsieur Christophe KERVIEL, référent de quinze riverains du projet également signataires, en vue du retrait de la décision de non-opposition précitée,

CONSIDÉRANT le référé-suspensif déposé le 14 janvier 2016 auprès du Tribunal Administratif de Melun contre cette décision,



ARRÊTÉ N° 2016-AM-02

Interdiction de démarrage du chantier au 10, rue des carrières

CONSIDÉRANT la présence d'établissements scolaires dans un rayon inférieur à 100m du projet,

CONSIDÉRANT les risques potentiels - avancés et étayés par un certain nombre de rapports scientifiques - que présentent les ondes électromagnétiques pour la santé, notamment celle des personnes jeunes en cours de croissance,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire et urgent que les travaux projetés ne puissent pas être engagés,

ARRÊTE

Article 1 : La SAS FREE MOBILE, dont le siège est situé 16, rue de la Ville l'Evêque - 75008 PARIS, est mise en demeure de ne pas engager les travaux projetés sur la propriété sise 10, rue des Carrières 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS.

Article 2 : Toutes les autorités de police ou de gendarmerie sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié à la SAS FREE MOBILE, dont le siège est situé 16, rue de la Ville l'Evêque 75008 PARIS par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet du Val de marne.

A Fontenay-sous-Bois, le 15 janvier 2016

Le Maire

Jean-François VOGUET



Délais et voies de recours

L'intéressé concerné par la présente décision qui désire la contester, peut saisir le Maire, auteur de la décision, d'un recours gracieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision. Il peut également saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux soit dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision, soit dans les DEUX MOIS à compter de la réponse du Maire au recours gracieux (la non réponse du Maire aux termes d'un délai de DEUX MOIS a valeur de rejet implicite)



Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

ARRÊTÉ N°2016-AM-03

ANNULE ET REMPLACE

L'ARRETE N°2015-AM-77

**OBJET : REGLEMENTATION DES ZONES A DUREE DE STATIONNEMENT LIMITEE
ZONE BLEUE - EMBLACEMENT A DUREE LIMITEE DE STATIONNEMENT**

LE MAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-24, L.2213 et L.411-1 et suivants,

VU le Code de la Route, notamment l'article R.417-10-IV, R.417-3 et les décrets subséquents,

VU l'ordonnance générale de police du 1^{er} juin 1969 réglementant l'usage des voies ouvertes à la circulation publique toujours en vigueur dans le département du Val-de-Marne,

VU le Plan de Déplacements Urbains (PDU) de la Région Île-de-France approuvé le 15 décembre 2000 dont l'une des orientations porte sur l'organisation du stationnement sur le domaine public,

VU le décret n° 60-226 du 29 février 1960 relatif au dispositif de contrôle de la durée du stationnement dans les agglomérations et l'arrêté du 29 février 1960 qui en découle,

VU le décret 1503/2007 (disque Européen)

CONSIDÉRANT l'attractivité de certains quartiers de la ville et les déplacements automobiles importants qu'elle génère en journée,

CONSIDÉRANT que de ce fait et eu égard aux nécessités de la circulation ainsi que de la protection de l'environnement, il importe pour des raisons de sécurité et de commodité des déplacements de limiter la durée du stationnement dans certaines voies de ces quartiers,

ARRÊTE

Les dispositions des arrêtés municipaux, 2015-AM-12 du 16 mars 2015 et 2015-AM-26 du 11 mai 2015 sont modifiées comme suit :

ARTICLE 1 : ZONES DE STATIONNEMENT A DUREE LIMITEE

Les voiries, parcs de surface et dépendances affectées au stationnement à durée limitée sur le territoire de la commune de Fontenay-sous-Bois sont les suivants :

1.1 - Zone bleue

Matérialisée par une signalisation horizontale de couleur bleue :

Quartier du Village

- Rue Mauconseil
- Rue du Commandant Jean Duhail [Grogard / place des Rosettes]
- Rue Maurice Couderchet
- Rue Mot [place de la Libération / F. Poil]

ARRÊTÉ N°2016-AM-03
REGLEMENTATION DES ZONES A DUREE DE STATIONNEMENT LIMITEE
ZONE BLEUE - EMPLACEMENT A DUREE LIMITEE DE STATIONNEMENT

- Rue Notre Dame [Mauconseil / A. Bassée]
- Boulevard André Bassée
- Rue de l'Ancienne Mairie
- Rue de Joinville [D. Richebois / L.X. de Ricard]
- Rue de Neuilly [Rosny / Berceau]
- Parking Mot (30 places)

Secteur de la ligne de crête

- Rue Guérin Leroux [Rosny / Gallieni]
- Boulevard Gallieni [Lacassagne / place des Martyrs]
- Avenue Victor Hugo [J. Jaurès / Verdun]
- Avenue de la République [sentier du Moulin des Rosettes / Verdun]
- Boulevard de Verdun [place du 8 mai 1945 / P. Bert]

Quartier des Parapluies

- Rue du Passeleu
- Rue des Trois Territoires
- Rue Lebrix
- Rue Coli
- Rue Nungesser
- Rue de la Santé
- Rue Turpin
- Rue Médéric
- Rue Pierre Demont
- Rue Jules Massenet
- Rue Émile Boutrais [commune de Vincennes / Stalingrad]
- Avenue de Stalingrad [E. Boutrais / Quatre Ruelles]
- Avenue Parmentier [G. Le Tiec / G. Péri]
- Rue Georges Le Tiec [Parmentier / Quatre Ruelle]
- Rue Gabriel Péri [Quatre Ruelles / Parmentier]
- Rue de Trucy
- Rue de l'Avenir
- Rue de la Renardière
- Rue Émile Boutrais
- Rue d'Estienne d'Orves [ave République / Parmentier]
- Rue Hector Malot

ARRÊTÉ N°2016-AM-03
REGLEMENTATION DES ZONES A DUREE DE STATIONNEMENT LIMITEE
ZONE BLEUE - EMPLACEMENT A DUREE LIMITEE DE STATIONNEMENT

Quartier du Bois Clos d'Orléans

- Avenue de la Dame Blanche
- Avenue Foch
- Avenue des Charmes
- Avenue de la Porte Jaune
- Rue du Clos d'Orléans
- Avenue du Président Roosevelt

Quartier des Rigollots

- Rue Dalayrac [Rigollots / Dulac]
- Avenue Stalingrad [Rigollots / E. Boutrais]
- Avenue de la République [Rigollots / E. d'Orves]

Quartier Bois Cadet, Montesquieu, Terroir

- Place du Général De Gaulle

Quartier Les Larris

- Place des Larris

1.2 – Emplacements à durée limitée de stationnement

Matérialisés par une signalétique verticale spécifique :

- **rue Notre Dame** : 6 emplacements
- **rue Mot** : 2 emplacements

ARTICLE 2 : REGLEMENTATION GENERALE

2.1 - Jours, horaires et durée

2.1.1 - Zone bleue

Sur les voies définies à l'article 1.1, tous les jours, sauf dimanches, jours fériés et le mois d'août, il est interdit entre 9 heures et 12 heures 30 et entre 13 heures 30 et 18 heures 30, de laisser stationner tout véhicule pendant une durée supérieure à 1 heure 30 minutes.

2.1.2 - Emplacements à durée limitée de stationnement

Sur les emplacements définis à l'article 1.2, tous les jours, sauf dimanches, jours fériés, il est interdit entre 9 heures et 19 heures 30 de laisser stationner tout véhicule pendant une durée supérieure à celle indiquée sur le dispositif de signalétique verticale.

ARRÊTÉ N°2016-AM-03
REGLEMENTATION DES ZONES A DUREE DE STATIONNEMENT LIMITEE
ZONE BLEUE - EMPLACEMENT A DUREE LIMITEE DE STATIONNEMENT

En cas de dysfonctionnement du dispositif de signalisation verticale, les dispositions de limitation de durée du stationnement visées à l'article 2.1.1, s'appliquent sur les emplacements mentionnés ci-dessus.

2.2 - Exceptions

Ces mesures ne s'appliquent pas aux véhicules d'urgences et de secours dans le cadre de leurs interventions, ni, en cas d'urgence avérée :

- aux véhicules communaux de la Ville de Fontenay-sous-Bois, identifiés par l'apposition sur leur carrosserie du marquage spécifique à la ville et dans les mêmes conditions aux véhicules des entreprises chargées par contrat avec la ville de l'entretien de la voirie, de l'éclairage public et des dispositifs de signalisation lumineuse,
- ainsi qu'aux véhicules des services de distribution d'eau, d'électricité, de gaz et de chaleur, les opérateurs de télécommunication et les services d'assainissement, identifiés par l'apposition sur leur carrosserie du marquage spécifique de leur service.

ARTICLE 3 : DEROGATIONS

Véhicules présentant un caducée médical ou paramédical

Conformément à la circulaire du Ministère de l'Intérieur n° 30 du 26 janvier 1995, les véhicules des médecins arborant le caducée, ou ceux des sages-femmes arborant leur insigne professionnel, pourront bénéficier de mesures de tolérance en matière de stationnement irrégulier dès lors que leurs propriétaires sont appelés à exercer leurs activités professionnelles au domicile de leurs patients, ou à proximité de leur domicile en cas d'astreinte et essentiellement pour satisfaire à leurs obligations, en cas d'urgence.

De ce fait, et dans les conditions décrites ci-dessus, les véhicules de médecins et de sages-femmes sont autorisés à stationner hors contraintes horaires et de durée de la zone bleue sur les voies définies à l'article 1.1.

Ces stationnements irréguliers, sous peine de verbalisation, ne doivent pour autant ne pas être de nature à gêner exagérément la circulation générale ou constituer un danger pour les autres usagers, notamment les piétons.

ARTICLE 4 : EMPLACEMENTS PARTICULIERS

Des emplacements matérialisés sur les voies définies à l'article 1.1 pourront être réservés à certaines catégories d'usagers, à savoir :

4.1 - Emplacements de stationnement réservés aux personnes handicapées

Réservés exclusivement aux véhicules utilisés par les personnes titulaires de la carte de stationnement prévue à l'article L. 241-3-2 du code de l'action sociale et des familles, ces emplacements sont matérialisés au sol et définis par arrêté municipal spécifique.

ARRÊTÉ N°2016-AM-03
REGLEMENTATION DES ZONES A DUREE DE STATIONNEMENT LIMITEE
ZONE BLEUE - EMPLACEMENT A DUREE LIMITEE DE STATIONNEMENT

4.2 – Emplacements pour livraisons

Réservés exclusivement à l'arrêt, au sens du Code de la Route, des véhicules effectuant des livraisons, ces emplacements sont matérialisés au sol et définis par arrêté municipal spécifique.

Ces emplacements sont utilisables hors contraintes horaires et la durée de la zone bleue, sur les plages horaires fixées sur l'arrêté municipal désigné ci-dessus ; en dehors de ces plages horaires, ils sont réaffectés à la zone bleue.

Sur ces emplacements, le stationnement de tous véhicules autres que ceux définis ci-dessus est interdit et considéré comme gênant au sens de l'article R.417/10 du Code de la Route, aux jours et heures mentionnées dans l'arrêté municipal désigné ci-dessus, sous réserve des signalisations réglementaires.

ARTICLE 5 : MODALITES D'UTILISATION DU STATIONNEMENT A DUREE LIMITEE

5.1 - Généralités

5.1.1 - Zone bleue

Tout véhicule en stationnement sur les voies définies à l'article 1.1 doit être positionné, à l'intérieur du marquage au sol délimitant les emplacements.

Sur ces voies, tout conducteur qui laisse un véhicule en stationnement est tenu d'utiliser un disque de contrôle de la durée du stationnement réglementaire.

Le disque de contrôle de la durée de stationnement doit être apposé en évidence sur la face interne du pare-brise, ou si le véhicule n'en comporte pas, à un endroit apparent convenablement choisi.

Le disque doit faire apparaître l'heure d'arrivée de telle manière que cette indication puisse être vue distinctement et aisément par un observateur placé devant le véhicule.

5.1.2 - Emplacements à durée limitée de stationnement

Tout véhicule en stationnement sur les voies définies à l'article 1.2 doit être positionné, seul, à l'intérieur des marquages au sol délimitant un seul emplacement.

Sur ces emplacements, tout conducteur qui laisse un véhicule en stationnement est tenu de le retirer à l'expiration du temps maximum de stationnement indiqué sur le dispositif de signalétique verticale.

5.2 - infractions au stationnement à durée limitée

Sans préjuger des règles du Code de la Route, les infractions au stationnement à durée limitée sont les suivantes :

- Stationnement hors marquage au sol d'un emplacement ;
- Défaut de disque réglementaire de contrôle de la durée de stationnement (absent, non apparent ou non lisible de l'extérieur du pare brise du véhicule) ;
- Dépassement du temps limite indiqué sur le disque ou de la durée indiquée sur le dispositif de signalétique verticale.

ARRÊTÉ N°2016-AM-03
REGLEMENTATION DES ZONES A DUREE DE STATIONNEMENT LIMITEE
ZONE BLEUE - EMPLACEMENT A DUREE LIMITEE DE STATIONNEMENT

Article 6 : SIGNALISATIONS

Excepté les emplacements de stationnement à durée limitée, les lieux soumis à la zone bleue seront signalés, en entrée et sortie de zone, par panneaux réglementaires et par marquage au sol de couleur bleue.

Les emplacements seront matérialisés au sol, en angles, en marquage discontinu en en marquage continu.

La mise en place et la maintenance des signalisations verticales et horizontales nécessaires à la matérialisation des dispositions du présent arrêté sont à la charge des services municipaux.

ARTICLE 7 : INFRACTIONS AUX REGLES DU STATIONNEMENT

Outre les services de la Police Nationale et de Gendarmerie, la surveillance et le contrôle du stationnement sont effectués par des agents communaux dûment habilités et assermentés.

Sous réserve d'assermentation, ces derniers sont également habilités à constater les infractions aux règles du stationnement stipulées dans le Code de la Route, dans les rues de la zone bleue.

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 8 : EXECUTION

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire de Police, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Commune.

ARTICLE 9 : RECOURS

Le présent arrêté est susceptible de recours gracieux auprès de l'autorité compétente et d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans les deux mois de sa publication.

Fontenay-sous-Bois, le 1^{er} février 2016

Jean-François VOGUET



NON TRANSMISSIBLE

en Préfecture du Val de Marne

Publication

le 1 FEV. 2016

Notification

le 1 FEV. 2016

Fontenay-sous-Bois



une ville à vivre

62

ARRÊTÉ N° 2016-AM-04

Certifié exécutoire

Le Maire,



OBJET : Délégation de fonction d'Officier d'Etat civil accordée à **Madame Solène JESTIN** pour le **vendredi 5 février 2016**

LE MAIRE,

VU l'article L.2122-18 du Code général des Collectivités territoriales, qui permet au Maire de déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses Adjoints et, en l'absence ou en cas d'empêchement des Adjoints, à des membres du Conseil municipal,

ARRÊTE

Article 1 : Madame Solène JESTIN **Conseillère Municipale**

Est déléguée pour remplir avec NOUS, vu l'empêchement des Adjoints, les fonctions d'Officier d'Etat civil et signer toutes pièces concernant le service pour la journée du **5 février 2016**.

Article 2 : Le présent arrêté sera transcrit au Registre des actes de la Mairie et ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Procureur de la République
- Service Population
- **Madame Solène JESTIN**

Fontenay-sous-Bois, le 22 janvier 2016

Signature de :
Solène JESTIN

Jean-François VOGUET
Maire



Hôtel de ville

4, esplanade Louis-Bayeurte - 94125 Fontenay-sous-Bois Cedex
Tél. 01 49 74 74 74 - Fax 01 49 74 74 75
www.fontenay-sous-bois.fr

Transmission électronique en
Préfecture du Val de Marne
le-1.FEV.2016.....
Publication
le-5.FEV.2016.....
Notification
le-5.FEV.2016.....

Certifié exécutoire
Le Maire,

Fontenay-sous-Bois



une ville à vivre

63

ARRÊTÉ N°2016-AM-05



**OBJET : Autorisation d'ouverture d'un établissement recevant du public,
ANTENNE JEUNESSE BOIS CADET, 12 rue Fernand Léger 94120
Fontenay-sous-Bois**

pour le Maire et par délégation
I. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

LE MAIRE,

VU le Code Général des Collectivités, notamment l'article L.2212-2,

VU le Code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L.111-8-3, R.111-19-11 et R.123-46,

VU le décret n°95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

VU l'arrêté du 31 mars 1994 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessible aux personnes handicapées les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public lors de leur construction, leur création ou leur modification, pris en application de l'article R.111-19-1 du Code de la Construction et de l'Habitation,

VU l'arrêté n°2014-AM-155 du 15 octobre 2014 désignant Madame Clémence AVOGNON ZONON, adjointe au Maire déléguée au Patrimoine communal bâti, pour présider les commissions municipales de sécurité et représenter le Maire aux commissions et sous-commissions départementales de sécurité et d'accessibilité,

VU l'arrêté préfectoral du Val-de-Marne n°2008/5176 du 12 décembre 2008 modifiant l'arrêté n°07/07 fixant la composition et les compétences des commissions communales de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

CONSIDERANT l'avis favorable à l'ouverture et à l'exploitation de l'établissement émis par la **commission communale** de sécurité pour les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, en date du **25 janvier 2016**,

ARRÊTE

Article 1 : L'établissement **ANTENNE JEUNESSE BOIS CADET** de type L, 5^{ème} catégorie, 12 rue Fernand Léger 94120 Fontenay-sous-Bois, est **autorisé à ouvrir au public**.

Article 2 : L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précitées,

ARRÊTÉ N°2016-AM-05

Autorisation d'ouverture d'un établissement recevant du public
ANTENNE JEUNESSE BOIS CADET 94120 Fontenay-sous-Bois

Article 3 : Tous les travaux, qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation.

Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant, une ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Préfet du Val-de-Marne
- Monsieur le Commissaire de Police de Fontenay-sous-Bois
- Monsieur le Directeur Général des Services Techniques et de l'Urbanisme

Qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Fontenay-sous-Bois, le 25 janvier 2016

Jean-François VOGUET

Maire



Recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun, dans les 2 mois à compter de sa notification.

NON TRANSMISSIBLE

en Préfecture du Val de Marne

Publication

le-8.FEV.2016.....

Notification

le-8.FEV.2016.....

Certifié exécutoire

Le Maire,



Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
 Conseiller Municipal

Fontenay-sous-Bois

une ville à vivre

ARRÊTÉ N° 2016-AM-06

OBJET : Délégation de fonction d'Officier d'Etat civil accordée à
M. Claude MALLERIN pour la célébration d'un mariage le **27 février 2016**

LE MAIRE,

VU l'article L.2122-18 du Code général des Collectivités territoriales, qui permet au Maire de déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses Adjoints et, en l'absence ou en cas d'empêchement des Adjoints, à des membres du Conseil municipal,

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

Est délégué pour remplir avec NOUS, vu l'empêchement des Adjoints, les fonctions d'Officier d'Etat civil et signer toutes pièces concernant la célébration d'un mariage le **27 février 2016**.

Article 2 : Le présent arrêté sera transcrit au Registre des actes de la Mairie et ampliation en sera adressée à :

- Madame la Procureure de la République
- Service Population
- **Monsieur Claude MALLERIN**

Fontenay-sous-Bois, le 1^{er} février 2016

Signature de :
Claude MALLERIN

Jean-François VOGUET
 Maire



Hôtel de ville

4, esplanade Louis-Bayeurte - 94125 Fontenay-sous-Bois Cedex
 Tél. 01 49 74 74 74 - Fax 01 49 74 74 75
 www.fontenay-sous-bois.fr

le 03.02.2016

Publication

le 03.02.2016

Notification

le

Certifié exécutoire

Le Maire,



ARRÊTÉ N° 2016-AM-07

OBJET : projet d'installation d'une antenne-relais de téléphonie mobile-
Interdiction de démarrage du chantier au 10, rue des Carrières

LE MAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles
L. 2212-1 et -2,

VU le Code de l'Urbanisme,

VU les Codes de la santé publique et de l'environnement,

VU la circulaire du 16 octobre 2001 relative à l'implantation des antennes relais
de radiotéléphonie mobile,

VU le guide des bonnes pratiques signées entre l'association des Maires de
France et l'Association Française des opérateurs de téléphonie Mobile - devenu
guide des relations entre opérateurs et communes - signé en avril 2004,

VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 26 octobre 2007, modifié par
délibération du Conseil Municipal du 27 juin 2013, mis en révision par
délibération du 26 juin 2014.

VU la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2015 approuvant la
révision du Plan Local d'Urbanisme

CONSIDÉRANT que la déclaration préalable de travaux n°09403315N4208
déposée par la S.A.S. FREE MOBILE pour l'installation d'une antenne-relais de
téléphonie mobile a fait l'objet d'une décision de non-opposition en date du
2 novembre 2014,

CONSIDÉRANT que cette autorisation a été délivrée alors que la révision du
Plan Local d'Urbanisme avait été arrêtée par le Conseil Municipal mais que la
procédure administrative n'était pas achevée,

CONSIDÉRANT que le règlement du PLU révisé, dans son article 2, prévoit
que « l'implantation des antennes relais est interdite dans un rayon de
100 mètres autour des équipements publics suivants : établissements scolaires,
crèches, établissements de soin, existants ou projetés »,

CONSIDÉRANT qu'au moment de la décision de non opposition aux travaux
pour l'installation de l'antenne relai, la disposition interdisant l'implantation de tels
dispositifs aux abords immédiats d'équipements sensibles était prévue dans le
cadre de la révision du PLU, mais non encore rendue définitive dans l'attente du
positionnement de l'Etat sur cette interdiction,

CONSIDERANT que, de ce fait, il n'était pas possible de s'opposer aux travaux,

CONSIDERANT que Free Mobile aurait dû s'assurer préalablement de ce projet d'interdiction

CONSIDERANT que Free Mobile a tiré bénéfice de cette période transitoire,

CONSIDÉRANT le recours gracieux en date du 30/12/2015 déposé le 31 décembre 2015 par Monsieur Christophe KERVIEL, référent de quinze riverains du projet également signataires, en vue du retrait de la décision de non-opposition précitée,

CONSIDÉRANT la présence d'établissements scolaires dans un rayon inférieur à 100m du projet,

CONSIDERANT les risques potentiels - avancés et étayés par un certain nombre de rapports scientifiques - que présentent les ondes électromagnétiques pour la santé, notamment celle des personnes jeunes en cours de croissance,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire et urgent que les travaux projetés ne puissent pas être engagés,

ARRÊTE

Article 1 : La SAS FREE MOBILE, dont le siège est situé 16, rue de la Ville l'Evêque - 75008 PARIS, est mise en demeure de ne pas engager les travaux projetés sur la propriété sise 10, rue des Carrières 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS.

Article 2 : Toutes les autorités de police ou de gendarmerie sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté sera notifié à la SAS FREE MOBILE, dont le siège est situé 16, rue de la Ville l'Evêque 75008 PARIS par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet du Val-de-Marne.

Article 5 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2016-AM-02 du 15 janvier 2016

A Fontenay-sous-Bois, le 25 janvier 2016

Le Maire,

Jean-François VOGUET



Délais et voies de recours

L'intéressé concerné par la présente décision qui désire la contester, peut saisir la Maire, auteur de la décision, d'un recours gracieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision. Il peut également saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux soit dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision, soit dans les DEUX MOIS à compter de la réponse du Maire au recours gracieux (la non réponse du Maire aux termes d'un délai de DEUX MOIS a valeur de rejet implicite)

NON TRANSMISSIBLE en

Préfecture du Val de Marne

Publication

le12.FEV.2016.....

Notification

le12.FEV.2016.....

Certifié exécutoire

Le Maire,



Fontenay-sous-Bois



68

ARRÊTÉ N°2016-AM-08

OBJET : Délégation de fonction d'Officier d'Etat civil accordée à **Monsieur Régis PIO** pour la journée du **13 février 2016**

LE MAIRE,

VU l'article L.2122-18 du Code général des Collectivités territoriales, qui permet au Maire de déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses Adjoints et, en l'absence ou en cas d'empêchement des Adjoints, à des membres du Conseil municipal,

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur Régis PIO **Conseiller Municipal**

Est délégué pour remplir avec NOUS, vu l'empêchement des Adjoints, les fonctions d'Officier d'Etat civil et signer toutes pièces concernant la journée du **13 février 2016**.

Article 2 : Le présent arrêté sera transcrit au Registre des actes de la Mairie et ampliation en sera adressée à :

- Madame la Procureure de la République
- Service Population
- **Monsieur Régis PIO**

Fontenay-sous-Bois, le 12 février 2016

Signature de :
Régis PIO



Jean-François VOGUET
Maire



Hôtel de ville

4, esplanade Louis-Bayeurte - 94125 Fontenay-sous-Bois Cedex
Tél. 01 49 74 74 74 - Fax 01 49 74 74 75
www.fontenay-sous-bois.fr

Publication

le1.2.AVR.2016.....

Fontenay-sous-Bois



une ville à vivre

Certifié exécutoire

Le Maire,

**ARRÊTÉ N°2016-AM-12**

Annule et remplace
l'arrêté N°2014-AM-124

Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

**OBJET : EMBLEMES RESERVES POUR LES VEHICULES DE PERSONNE
HANDICAPÉE OU GRAND INVALIDE**

LE MAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-24, L 2131-1, L 2131- 2, L 2131-3 - L.2213 et suivants,

VU le Code de la Route, notamment les articles R.417-10, R.417-11, et les décrets subséquents,

VU l'ordonnance générale de police du 1^{er} juin 1969 réglementant l'usage des voies ouvertes à la circulation publique toujours en vigueur dans le département du Val-de-Marne,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Règlement de Voirie de la Ville de Fontenay-sous-Bois,

VU l'avis favorable de la Direction Départementale de l'Équipement

VU la loi d'orientation en faveur des handicapés N° 75 534 du 30 juin 1975 et notamment l'article 52

CONSIDÉRANT la nécessité de réserver des emplacements de stationnement pour les véhicules portant une carte de stationnement de modèle communautaire pour personne handicapée, ou un macaron grand invalide de guerre (GIG) ou grand invalide civil (GIC),

ARRÊTE

Article 1 : Afin d'améliorer la fluidité de la circulation et de garantir la sécurité des différents usagers dans les voies publiques de la commune de Fontenay-sous-Bois , à compter de la date du présent arrêté, l'arrêt et le stationnement des véhicules portant une carte de stationnement de modèle communautaire pour personne handicapée, ou un macaron grand invalide de guerre (GIG) ou grand invalide civil (GIC), seront autorisés au droit des numéros définis dans le tableau ci-après :

Type	Dénomination	N°	Précision(s)	Nb
rue	Albert 1	4		1
rue	Aimé et Eugénie Cotton	1		1
rue	Aimé et Eugénie Cotton	3		1
rue	Aimé et Eugénie Cotton		Rond-point	1
rue	Aimé et Eugénie Cotton	7		1
rue	Aimé et Eugénie Cotton	11		1
rue	Aimé et Eugénie Cotton		(angle / école P. Langevin)	1
rue	Alfred de Musset	16	Au vis-à-vis	1
rue	Alger (d')	31	Au vis-à-vis	1
rue	Alouettes (des)	1	Au vis-à-vis	1
rue	Anatole France	12		1
Rue	Ancienne Mairie (de l')	7	Au vis-à-vis	1

ARRETE N°2016-AM-12**EMPLACEMENTS RESERVÉS POUR LES VÉHICULES
DE PERSONNE HANDICAPÉE OU GRAND INVALIDE**

boulevard	André Bassée		banque	1
rue	André Laurent	25		1
rue	André Laurent	29		1
rue	André Tessier	6		1
rue	André Tessier	10		1
rue	André Tessier	18		1
rue	André Tessier	24		1
rue	André Tessier	32		2
rue	Auguste Comte	33		1
rue	Avenir (de l')	10		1
rue	Belle Gabrielle	1		1
rue	Belles Vues (des)	9		1
rue	Berthie Albrecht	4		1
rue	Boschot		Pharmacie	1
rue	Boschot	8		1
rue	Boschot	25		1
rue	Carrières (des)	13		1
rue	Charles Bassée	78		1
rue	Charles Bassée	99		1
rue	Charles Bassée	80		1
rue	Charles Bassée	101		1
rue	Charles Bassée	123		1
avenue	Charles Garcia	26 bis		1
avenue	Charles Garcia		pharmacie	1
avenue	Charles Garcia			1
avenue	Charmes (des)	9		1
avenue	Charmes (des)	65		1
avenue	Charmes (des)	77		1
avenue	Charmes (des)	85		1
rue	Clos D'Orléans (du)	33		1
rue	Commandant Jean Duhail (du)	12		1
rue	Commandant Jean Duhail (du)	50		1
rue	Corneille (de la)	32	Au vis-à-vis	1
rue	Corneille (de la)	50		1
rue	Cuvier	9		1
rue	Dalayrac	12 bis		1
rue	Dalayrac	57		1
Rue	Dalayrac	91/93		1
rue	Dalayrac	107 bis		1
rue	Dalayrac		« Picard »	1
rue	Dalayrac		Pharmacie	1
avenue	Dame Blanche (de la)	2		2
avenue	Dame Blanche (de la)	25		1
avenue	Dame Blanche (de la)	45		2
avenue	Dame Blanche (de la)	48/50		1
rue	Danielle Casanova	1		2
rue	Danielle Casanova	3		1
rue	Danielle Casanova	10		1
rue	Danton	88/90	Au vis-à-vis	1
rue	Descartes	136		1
rue	Désiré Richebois	79/81		1
rue	Désiré Richebois	24		1
rue	Édouard Maury	18		1

ARRETE N°2016-AM-12**EMPLACEMENTS RESERVÉS POUR LES VÉHICULES
DE PERSONNE HANDICAPÉE OU GRAND INVALIDE**

rue	Édouard Maury	27		1
rue	Édouard Maury	158	Au vis-à-vis	1
rue	Édouard Maury	164		1
rue	Édouard Vaillant	1		2
rue	Édouard Vaillant	4	Parking	1
rue	Émeris (des)		devant nouveau Bât.	1
rue	Émile Roux	24		1
rue	Émile Roux	31		1
rue	Émile Zola	3		1
avenue	Ernest Renan	58 BIS		1
rue	Eugène Héricourt/Moulins		(angle)	1
rue	Eugène Martin	14	Au vis-à-vis de l'hôtel	1
rue	Eugène Martin (parking)			1
rue	Fernand Leger	7/9		1
avenue	Foch	68		1
avenue	Foch	111		1
rue	Fond des Angles (du)	2		1
rue	Fond des Angles (du)	2	Au vis-à-vis	1
rue	Fontaine du Vaisseau (de la)	33		1
rue	Gabriel Lacassagne		(angle Gallieni, côté cimetière)	2
rue	Gabriel Lacassagne		Côté école	1
boulevard	Gallieni	161		1
boulevard	Gallieni	164	devant la salle Jacques Brel	2
boulevard	Gallieni	198		1
boulevard	Gallieni		cimetière	1
rue	Gambetta	13 /15		2
rue	Gambetta	37/39		1
rue	Gambetta	45		1
rue	Gambetta	89		1
rue	Gambetta	126		1
rue	Gambetta	164		1
rue	Gaston Charle	5		1
rue	Gaston Charle	9		1
rue	Georges Mandel		angle Mauconseil	1
rue	Gérard Philipe		Maison pour Tous	1
rue	Guérin Leroux	28		1
rue	Guérin Leroux		HDV	1
rue	Guérin Leroux		Parking HDV	1
rue	Guizot	11		1
rue	Georges Guynemer	5		1
rue	Georges Guynemer	5/7 9/11		1
rue	Hector Malot		Au vis-à-vis maison de retraite	1
boulevard	Henri Ruel	11		1
rue	Henri Wallon	2		1

ARRETE N°2016-AM-12**EMPLACEMENTS RESERVÉS POUR LES VÉHICULES
DE PERSONNE HANDICAPÉE OU GRAND INVALIDE**

rue	Henri Wallon	4		1
rue	Henri Wallon	5		1
Allée	Hôtel de Ville (de l')			2
rue	Jean Jaurès	106		1
rue	Jean Macé	5		1
rue	Jean Macé	7		1
rue	Jean Macé	9		1
rue	Jean-Pierre Timbaud	2		1
rue	Jean-Pierre Timbaud	15	Foyer Matteraz	1
rue	Jean Zay		Au vis-à-vis école Jean Zay	1
rue	Joinville (de)	20		1
rue	Jules Ferry	39		1
rue	Jules Ferry		Foyer Croizat	1
rue	La Fontaine	26		2
rue	La Fontaine	30		1
rue	La Fontaine	32		1
rue	La Fontaine	70		1
rue	La Fontaine	216/218		1
place	Larris (des)		Marché	3
parking	Larris (des)		Centre Commercial des Larris	1
rue	Louise Michel	1		1
rue	Louise Michel	5		1
avenue	Louison Bobet	16		1
Rue	Louis Xavier de Richard	20		1
rue				
rue	Marais	28		1
rue	Marceau	13		1
rue	Marcel et Jacques Gaucher		Parking	1
rue	Mare à Guillaume (de la)		Crèche Familiale	1
rue	Mare à Guillaume (de la)	9		1
avenue	Maréchal Joffre (du)	7	La Poste	1
avenue	Maréchal Joffre (du)	120		1
rue	Matène (de la)	6		1
rue	Maurice Barthelemy	24		1
rue	Maurice Barthelemy	13/15		1
rue	Maurice Barthelemy	7 bis		1
rue	Maurice Barthelemy	16		1
rue	Maurice Couderchet	2	Sortie parking	2
allée	Maxime Gorki		Au vis-à-vis école R. Rolland	2
allée	Maxime Gorki	6	Derrière le	1
rue	Médéric	5		1
rue	Maximilien Robespierre	29/39		1
rue	Michelet		Au vis-à-vis école Michelet	1
rue	Michelet		Devant Épicerie Sociale	1

ARRETE N°2016-AM-12
EMPLACEMENTS RESERVÉS POUR LES VÉHICULES
DE PERSONNE HANDICAPÉE OU GRAND INVALIDE

rue	Mocards (des)	4		1
rue	Montesquieu	4		1
rue	Montesquieu	6		2
rue	Montesquieu	8		3
place	Moreau David	10	Au vis-à-vis	1
place	Moreau David		Parking	1
rue	Mot	8	Au vis-à-vis	1
rue	Mot		Parking	1
rue	Moulins (des)	142		1
rue	Moulins (des)	170		1
rue	Neuilly (de)	3		1
rue	Neuilly (de)	7/9		1
rue	Neuilly (de)	57		1
rue	Neuilly (de)	69		1
rue	Neuilly (de)		devant l'église	1
rue	Neuilly (de)		Au vis-à-vis « club Paquot »	1
rue	Notre Dame	6		1
rue	Nungesser		angle rue le Brix	1
avenue	Olympiades (des)	8		1
avenue	Olympiades (des)	12/16		2
avenue	Olympiades (des)	17		1
avenue	Olympiades (des)	23		1
avenue	Olympiades (des)		vis à vis de la gare du RER val de Fontenay	3
avenue	Parmentier	14		1
rue	Pasteur	74		1
rue	Pasteur	94		1
rue	Pasteur	106		1
rue	Pasteur	école	réservé à l'usage exclusif de l'école	1
rue	Paul Bert	15		1
rue	Paul Bert	20		1
rue	Paul Langevin	6		1
rue	Paul Langevin	8		1
rue	Pauline	6		1
rue	Pierre Curie	87		1
rue	Pierre Curie	201		1
rue	Pierre Dulac	14		1
rue	Pierre Grange	13		1
rue	Pierre Sépard	40		1
avenue	Président Roosevelt (du)	8		1
avenue	Rabelais	48		1
avenue	Rabelais		côté bibliothèque	1
avenue	Rabelais	51	Parking	1
avenue	Rabelais	53		1

ARRETE N°2016-AM-12**EMPLACEMENTS RESERVÉS POUR LES VÉHICULES
DE PERSONNE HANDICAPÉE OU GRAND INVALIDE**

rue	Racine	62		1
avenue	République (de la)	1		1
avenue	République (de la)	37 bis		1
avenue	République (de la)	73		1
avenue	République (de la)	77		1
avenue	République (de la)	141		1
avenue	République (de la)	199		1
avenue	République (de la)	233		1
avenue	République (de la)	265		1
rue	Révérénd Père Lucien Aubry (du)	7	Au vis-à-vis	1
rue	Révérénd Père Lucien Aubry (du)	20		1
rue	Révérénd Père Lucien Aubry (du)		maison du citoyen (prélature)	1
rue	Rieux (des)	65		1
rue	Roger Salengro	5		1
rue	Roger Salengro		CMS	1
rue	Rosenberg	1		1
rue	Rosettes (des)	45		1
rue	Rosny (de)	40	Parking	1
rue	Roublot	5 bis		1
rue	Roublot		Parking	1
rue	Roublot	59		1
rue	Roublot	63		1
rue	Roublot	101		1
avenue	Stalingrad (de)	31		1
avenue	Stalingrad (de)	51 bis		1
avenue	Stalingrad (de)		maison de retraite	1
rue	Saint Germain	31		1
rue	Suzanne Buisson	3		2
rue	Suzanne Buisson	5		1
rue	Suzanne Buisson		Parking haut	1
rue	Saint Vincent	2	Au vis-à-vis	1
rue	Terres Saint Victor	33		1
rue	Trucy	9		1
avenue	Val de Fontenay (du)	10		1
boulevard	Verdun (de)	9		1
boulevard	Verdun (de)	45		1
boulevard	Verdun (de)	46		1
boulevard	Verdun (de)	144		1
avenue	Victor Hugo	107		1
rue	Victor Mussault	42		1
rue	Victor Mussault	45/47		1
boulevard	Vincennes (de)		Au vis-à-vis Gare de Fontenay-sous-Bois	1
boulevard	Vingt Cinq Août 1944 (du)	26		1

75

ARRETE N°2016-AM-12
EMPLACEMENTS RESERVÉS POUR LES VÉHICULES
DE PERSONNE HANDICAPÉE OU GRAND INVALIDE

- Article 2 :** La mise en place et l'entretien de la signalisation conforme à la réglementation en vigueur seront à la charge des Services Techniques Municipaux.
- Article 3 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.
- Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire de Police, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques et de l'Urbanisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Commune.
- Article 5 :** Le présent arrêté est susceptible de recours gracieux auprès de l'autorité compétente et d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun dans les deux mois de sa publication.

Fait à Fontenay-sous-Bois, le 8 avril 2016

Le Maire,
Jean- François VOGUET



76

NON TRANSMISSIBLE en

Préfecture du Val-de-Marne

Publication

le - 4 AVR. 2016

Notification

le - 1 AVR. 2016

Certifié exécutoire

Le Maire,

Fontenay-sous-Bois



une ville à vivre

ARRÊTÉ N° 2016-AM-13

OBJET : Délégation de fonction d'Officier d'Etat civil accordée à Monsieur Philippe HABIB pour la journée du 9 avril 2016

LE MAIRE,

VU l'article L.2122-18 du Code général des Collectivités territoriales, qui permet au Maire de déléguer, sous sa surveillance et sa responsabilité, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses Adjoints et, en l'absence ou en cas d'empêchement des Adjoints, à des membres du Conseil municipal,

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur Philippe HABIB Conseiller Municipal

Est délégué pour remplir avec NOUS, vu l'empêchement des Adjoints, les fonctions d'Officier d'Etat civil et signer toutes pièces concernant la journée du 9 avril 2016.

Article 2 : Le présent arrêté sera transcrit au Registre des actes de la Mairie et ampliation en sera adressée à :

- Madame la Procureure de la République
- Service Population
- Monsieur Philippe HABIB

Fontenay-sous-Bois, le 22 mars 2016

Signature de :
Philippe HABIB

Jean-François VOGUET
Maire



Hôtel de ville

4, esplanade Louis-Bayeurte - 94125 Fontenay-sous-Bois Cedex
Tél. 01 49 74 74 74 - Fax 01 49 74 74 75
www.fontenay-sous-bois.fr

DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE

**EN APPLICATION DE L'ARTICLE
L. 2122-22 du C.G.C.T**

**DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE EN APPLICATION
DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CGCT**

SOMMAIRE

N° ARRETE	OBJET DE L'ARRETE
2016 HL 03	Convention entre la Ville et l'association « la Maison de la Prévention » pour la mise à disposition d'un local sis 55 avenue du Maréchal Joffre
2016 HL 04	Convention entre la Ville et l'Etablissement Public Foncier pour la mise à disposition d'un local sis 37 rue Louis Auroux
2016 HL 05	Convention entre la Ville et l'association Croix rouge pour la mise à disposition d'un local sis 37 rue Louis Auroux
2016 F 07	Modification de l'arrêté n° 2015-F-116 portant sur la revalorisation des tarifs des séjours du service municipal de la jeunesse (rectification de la tranche 3 des 3 catégories)
2016 ST 15	Avenant n° 1 de prolongation de la durée du marché d'exploitation de la déchèterie communale – entreprise PAPREC
2016 ST 16	Avenant n° 1 de prolongation de la durée du marché de gestion des déchets ménagers assimilés - lot 2 : tri, conditionnement, reprise et traitement des déchets recyclables, du verres, des encombrants et des déchets municipaux – entreprise SITA IDF
2016 ST 17	Avenant n° 1 de prolongation de la durée du marché de location de longue durée de deux balayeuses compactes de voirie sans chauffeur – entreprise SAML
2016 ST 18	Avenant n° 1 de prolongation de la durée du marché de gestion des déchets ménagers et assimilés - lot 1 : collecte des déchets et assimilés – entreprise NICOLLIN
2016 ST 19	Avenant n° 2 de modification du cahier des clauses administratives particulières – lot 1 : collecte de gestion des déchets ménagers et assimilés – entreprise NICOLLIN
2016 ST 20	Avenant n° 3 de modification du cahier des clauses administratives particulières – lot 1 : collecte de gestion des déchets ménagers et assimilés – entreprise NICOLLIN
2016 A 24	Fourniture de livres et documents non scolaires pour le groupement de commandes de la Ville, de la Caisse des écoles et du Centre communal d'action sociale
2016 F 25	Tarifs des concessions, taxes et redevances funéraires
2016 HL 27	Convention entre la Ville et BATIGERE pour la mise à disposition d'un local sis 2 rue Montesquieu
2016 HL 28	Convention entre la Ville et l'association "Service de soins et d'aides à domicile" pour la mise à disposition d'un local sis 2 rue Montesquieu
2016 U 31	Exercice du droit de préemption urbain portant sur un lot de parkings en copropriété situé 5 rue Jean Macé
2016 U 32	Exercice du droit de préemption urbain portant sur appartement et ses annexes en copropriété situés 16 rue Marguerite
2016 U 33	Délégation du droit de préemption urbain à l'EPFIF portant sur l'immeuble sis 46 rue Louis Auroux
2016 HL 40	Convention entre la Ville et l'association "Les Compagnons bâtisseurs Ile-de-France" pour la mise à disposition du local sis 1 allée Maxime Gorki
2016 COMP 41	Modification de la Régie d'avances et de recettes « activités quotidiennes » pour le Service Municipal de la Jeunesse
2016 COMP 42	Transformation des sous régies d'avances et de recettes « activités quotidiennes en sous régies de recettes « activités quotidiennes »

Transmission électronique en
Préfecture du Val de Marne
le 15 JAN. 2016
Notification
le 22.01.2016

Fontenay-sous-Bois



Certifié exécutoire
Le Maire,



Pour le Maire et par délégation
M. Claude WALLERIN
Conseiller Municipal

ARRÊTÉ N°2016-HL-03

Pris en application de l'article L.2122-22
du Code général des Collectivités territoriales

OBJET :

Convention entre la Ville et l'association « La Maison de la Prévention » pour la mise à disposition, d'un local sis 55 avenue du Marechal Joffre - 94120 Fontenay-sous-Bois.

LE MAIRE,

VU le Code général des Collectivités territoriales et notamment son article L.2122.22, item 5,

VU la délibération n°14.11.04.01.DG en date du 11 avril 2014, donnant délégation d'attributions au Maire, notamment pour décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

VU la convention de mise à disposition et son avenant du local sis 55 avenue du Marechal Joffre entre le bailleur social immobilière 3F et la Ville signé le 21 décembre 2015.

CONSIDERANT que Immobilière 3F, dont le siège est au 159 route Nationale - PARIS 13ème - propriétaire d'un local sis 55 avenue du Marechal Joffre, inclus dans un ensemble immobilier à caractère social,

CONSIDERANT que le bailleur social précité est disposé à mettre à la disposition de la commune, à titre gratuit (hors charges), un local collectif résidentiel situé 55 avenue du Marechal Joffre, d'une superficie d'environ 171 m², pour l'installation de l'association « Maison de la Prévention – Point Ecoute Jeunes ».

CONSIDERANT que l'association « La Maison de la Prévention » a besoin d'un local pour y développer des actions de promotion de la santé et de la prévention.

CONSIDERANT qu'à ce titre, il lui est proposé le local référencé en objet, dans le cadre d'une convention d'occupation précaire et révocable à compter du 8 janvier 2016,

ARRÊTÉ N°2016-HL-03 :

Convention entre la Ville et l'association « la Maison de la Prévention » pour la mise à disposition, d'un local sis 55 avenue du Marechal Joffre - 94120 Fontenay-sous-Bois.

ARRETE**Article 1 :**

Le projet de convention de mise à disposition d'un local de type Local collectif résidentiel sis 55 avenue du Marechal Joffre - 94120 Fontenay-sous-Bois, entre la commune de Fontenay-sous-Bois et l'association « La Maison de la Prévention », d'autre part, est approuvé dans les conditions suivantes :

- Objet : Affectation à des actions de promotion de la santé et de la prévention
- Durée : A compter du 8 janvier 2016
- Conditions financières : Règlement des charges locatives

Article 2 :

Le montant mensuel des charges est fixé à 160,60 euros, payable à terme échu.

Article 3 :

Le présent arrêté sera affiché et publié en Mairie.

Un exemplaire en sera adressé à :

- Monsieur le Préfet du Val-de-Marne
- notifié au cocontractant

Il en sera rendu compte au Conseil municipal lors de sa plus prochaine séance.

Article 4 :

Les recettes à percevoir seront imputées sur les crédits inscrits à article 752 du budget de la Ville 2016.

Fontenay-sous-Bois, le 11 janvier 2016

Jean-François VOGUET

Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val de Marne
le 27 JAN 2016
Notification
le 29 JAN 2016

Certifié exécutoire
Le Maire,



Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

Fontenay-sous-Bois



ARRÊTÉ N°2016-HL-04

Pris en application de l'article L.2122-22
du Code général des Collectivités territoriales

OBJET : Convention à conclure entre la Ville et l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France pour la mise à disposition, d'un local sis 37 rue Louis Auroux - 94120 Fontenay-sous-Bois

LE MAIRE,

VU le Code général des Collectivités territoriales et notamment son article L.2122.22, item 5,

VU la délibération n°14.11.04.01.DG en date du 11 avril 2014, donnant délégation d'attributions au Maire, notamment pour décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

VU la convention signée le 25 janvier 2016, entre la Ville et l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France pour la mise à disposition, d'un local sis 37 rue Louis Auroux - 94120 Fontenay-sous-Bois,

CONSIDERANT que l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, dont le siège est au 4-14 rue Ferrus à Paris (75014), est propriétaire d'un local sis 37 rue Louis Auroux,

CONSIDERANT que l'établissement précité est disposé à mettre à la disposition de la commune, moyennant une redevance annuelle (hors charges), un local collectif résidentiel situé 37 rue Louis Auroux, d'une superficie d'environ 190 m², pour l'installation de l'association « Croix Rouge française »,

CONSIDERANT que, dans ce cadre, l'association s'engage à développer dans les locaux prêtés, des actions dans le domaine de l'urgence et du secourisme,

ARRETE

Article 1 : Le projet de convention de mise à disposition d'un local de type local collectif résidentiel sis 37 rue Louis Auroux - 94120 Fontenay sous-Bois, entre l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France et la commune de Fontenay-sous-Bois, d'autre part, est approuvé dans les conditions suivantes :

- Objet : affectation à des actions dans le domaine de l'urgence et du secourisme
- Durée : à compter du 25 janvier 2016
- Conditions financières : Règlement d'une redevance trimestrielle

Fontenay-sous-Bois, le 20 janvier 2016

Jean-François VOGUET

Maire

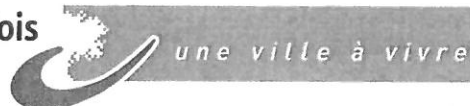


Hôtel de ville

4, esplanade Louis-Bayeurte - 94125 Fontenay-sous-Bois Cedex
Tél. 01 49 74 74 74 - Fax 01 49 74 74 75
www.fontenay-sous-bois.fr

Transmission électronique en
Préfecture du Val de Marne
le 21 JAN. 2016
Notification
le 29 JAN. 2016

Fontenay-sous-Bois



Certifié exécutoire
Le Maire,



Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

ARRÊTÉ N°2016-HL-05

Pris en application de l'article L.2122-22
du Code général des Collectivités territoriales

OBJET :

Convention à conclure entre la Ville et l'association Croix Rouge Française pour la mise à disposition, d'un local sis 37 rue Louis Auroux - 94120 Fontenay-sous-Bois.

LE MAIRE,

VU le Code général des Collectivités territoriales et notamment son article L.2122.22, item 5,

VU la délibération n°14.11.04.01.DG en date du 11 avril 2014, donnant délégation d'attributions au Maire, notamment pour décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

VU la convention de mise à disposition du local sis 37 rue Louis Auroux entre l'Etablissement Public Foncier d'Ile de France et la Ville,

CONSIDERANT que l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France, dont le siège est au 4-14 rue Ferrus à Paris-75014, propriétaire d'un local sis 37 rue Louis Auroux,

CONSIDERANT que l'établissement précité est disposé à mettre à la disposition de la commune, moyennant une redevance annuelle (hors charges), un Local Collectif Résidentiel situé 37 rue Louis Auroux, d'une superficie d'environ 190 m², pour l'installation de l'association « Croix Rouge Française »,

CONSIDERANT que, dans ce cadre, l'association « Croix Rouge Française » peut développer des actions dans le domaine de l'urgence et du secourisme,

CONSIDERANT qu'à ce titre, il est nécessaire de conclure une convention afin de définir les clauses d'occupation,

ARRETE

Article 1 : Le projet de convention de mise à disposition d'un local de type Local collectif résidentiel sis 37 rue Louis Auroux - 94120 Fontenay-sous-Bois entre la commune de Fontenay-sous-Bois et l'association « Croix Rouge Française », d'autre part, est approuvé dans les conditions suivantes :

- Objet : Affectation à des actions dans le domaine de l'urgence et du secourisme
- Durée : A compter du 25 janvier 2016
- Conditions financières : Règlement d'une redevance trimestrielle

Hôtel de ville

4, esplanade Louis-Bayeurte - 94125 Fontenay-sous-Bois Cedex
Tél. 01 49 74 74 74 - Fax 01 49 74 74 75
www.fontenay-sous-bois.fr

ARRÊTÉ N°2016-HL-05

Convention à conclure entre la Ville et l'association Croix Rouge Française pour la mise à disposition, d'un local sis 37 rue Louis Auroux - 94120 Fontenay-sous-Bois.

Article 2 : La redevance trimestrielle est fixée à 750,00 € payable à terme à échoir.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché et publié en Mairie. Un exemplaire en sera adressé à :

- Monsieur le Préfet du Val-de-Marne
- Notifié au cocontractant.

Il en sera rendu compte au Conseil municipal lors de sa plus prochaine séance.

Article 4 : Les recettes à percevoir seront imputées sur les crédits inscrits à l'article 752 du budget de la Ville pour 2016.

Fontenay-sous-Bois, le 20 Janvier 2016

Jean-François VOGUET

Maire



Transmission électronique à la
Préfecture du Val-de-Marne
le 27 JAN. 2016
Publication
le 27 JAN. 2016
Notification
le

Fontenay-sous-Bois



une ville à vivre

ARRÊTÉ N°2016-F-07

Pris en application de l'article L.2122.22
du Code général des Collectivités territoriales

Certifié exécutoire
Le Maire,



OBJET : Modification de l'arrêté 2015-F-116 portant sur la revalorisation des tarifs des séjours du service municipal de la jeunesse (Rectification de la Tranche 3 des 3 catégories)

Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

LE MAIRE,

VU l'article L.2122.22 du Code général des Collectivités territoriales et notamment le 2^e alinéa,

VU la délégation du Conseil Municipal accordée au Maire par délibération en date du 11 avril 2014,

VU le budget communal,

VU l'arrêté n° 2015-F116 du 20 novembre 2015,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de rectifier une erreur de retranscription d'une des tranches du quotient familial,

ARRÊTE

Article 1 : La tranche 3 des différentes catégories est rectifiée (431,01 à 601 € au lieu de 423,01 à 601 €)

Article 2 : Les autres articles de l'arrêté n° 2015-F116 restent inchangés.

Article 3 : Les recettes seront inscrites au budget article 7066 fonction 422.

Article 4 : La date de mise en vigueur de ces tarifs est fixée au 1^{er} février 2016.

Fontenay-sous-Bois, le 20 janvier 2016



Jean-François VOGUET
Maire

Hôtel de ville

4, esplanade Louis-Bayeurte - 94125 Fontenay-sous-Bois Cedex
Tél. 01 49 74 74 74 - Fax 01 49 74 74 75
www.fontenay-sous-bois.fr

ANNEXE A L'ARRETE N°2016-F-07

Catégorie 1 - mini séjours		
		Prix/jour
Tranche 1	0 jusqu'à 238 €	6,09 à 6,09 €
Tranche 2	238,01 à 431 €	6,09 à 13,26 €
Tranche 3	431,01 à 601 €	13,26 à 16,40 €
Tranche 4	601,01 à 780 €	16,40 à 17,51 €
Tranche 5	780,01 à 990 €	17,51 à 20,70 €
Tranche 6	990,01 à 1366 €	20,70 à 26,00 €
Tranche 7	1366,01 à 1742 €	26,00 à 31,35 €
Tranche 8	1742,01 à 2293 € et +	31,35 à 31,50 €

Catégorie 2 - séjours ados		
		Prix/jour
Tranche 1	0 jusqu'à 238 €	9,14 à 9,14 €
Tranche 2	238,01 € à 431 €	9,14 à 16,32 €
Tranche 3	431,01 à 601 €	16,32 à 20,50 €
Tranche 4	601,01 à 780 €	20,50 à 25,75 €
Tranche 5	780,01 à 990 €	25,75 à 31,05 €
Tranche 6	990,01 à 1366 €	31,05 à 36,40 €
Tranche 7	1366,01 à 1742 €	36,40 à 47,03 €
Tranche 8	1742,01 à 2293 € et +	47,03 à 47,25 €

Catégorie 3 - ski		
		Prix/jour
Tranche 1	0 jusqu'à 238 €	9,14 à 9,14 €
Tranche 2	238,01 € à 431 €	9,14 à 16,32 €
Tranche 3	431,01 à 601 €	16,32 à 22,55 €
Tranche 4	601,01 à 780 €	22,55 à 28,84 €
Tranche 5	780,01 à 990 €	28,84 à 37,26 €
Tranche 6	990,01 à 1366 €	37,26 à 52,00 €
Tranche 7	1366,01 à 1742 €	52,00 à 65,84 €
Tranche 8	1742,01 à 2293 € et +	65,84 à 66,15 €

Réception en Préfecture
le 25/02/2016
Publication
le 01/03/2016
Notification
le

Fontenay-sous-Bois



ARRÊTÉ N°2016-ST-15

Pris en application de l'article L. 2122.22
du Code Général des Collectivités Territoriales

Certifié exécutoire
Le Maire,


r le Maire et par délégation
Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

OBJET : AVENANT N°1 – AOOE Exploitation de la déchèterie communale – Entreprise PAPREC Ile de France

LE MAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2122.22, alinéa 4, tel que modifié par l'article 10 de la Loi du 17 Février 2009,

VU la délibération du Conseil Municipal n°14-11-04-01-DG, réceptionnée en Préfecture le 17 avril 2014, publiée le 17 avril 2014 donnant délégation au Maire « de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget »,

CONSIDERANT qu'au terme de la procédure, le marché relatif à l'exploitation de la déchèterie communale, lancé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert européen, a été attribué à l'entreprise PAPREC ILE DE FRANCE située 39, Rue de Courcelles, 75008 PARIS sur la base de son Bordereau des Prix Unitaires et en fonction des tonnages réellement collectés et traités ;

CONSIDERANT la prise d'effet du marché, intervenue le 22 février 2012 pour une durée de marché fixée à un an renouvelable trois fois tacitement ;

CONSIDERANT qu'il convient de prolonger la durée du marché au 31 décembre 2017 pour répondre favorablement aux sujétions liées au transfert de compétences vers le territoire métropolitain ;

CONSIDERANT que ces modifications doivent faire l'objet d'un avenant n°1 pour sa mise en œuvre ;

CONSIDERANT l'avis favorable des membres de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 11 décembre 2015 ;

ARRÊTE N°2016-ST-15 :
Avenant n°1 au marché de service relatif à
l'exploitation de la déchèterie communale

ARRÊTE

Article 1 : Il est décidé de signer un avenant n°1 relatif au marché de services d'exploitation de la déchèterie communale avec l'entreprise PAPREC, située 39, Rue de Courcelles, 75008 PARIS portant prolongation du délai d'exécution des prestations au 31 décembre 2017.

Article 2 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet du Val-de-Marne,
- Madame la Trésorière Principale de Fontenay-sous-Bois
- Notification au cocontractant.

Compte rendu en sera donné au Conseil Municipal au cours de sa prochaine séance.

Fontenay-sous-Bois, le 17 FEV. 2016

Jean-François VOGUET
Maire



Réception en Préfecture
le 25.02.2016
Publication
le 01.03.2016
Notification
le

Fontenay-sous-Bois



88

ARRÊTÉ N°2016-ST-16

Pris en application de l'article L. 2122.22
du Code Général des Collectivités Territoriales

Certifié exécutoire

Le Maire,

Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

OBJET : AVENANT N°1 – AOOE Gestion des déchets ménagers et assimilés – Lot 2 Tri, conditionnement, reprise et traitement des déchets recyclables, du verre, des encombrants et des déchets municipaux – Entreprise SITA ILE-DE-FRANCE

LE MAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2122.22, alinéa 4, tel que modifié par l'article 10 de la Loi du 17 Février 2009,

VU la délibération du Conseil Municipal n°14-11-04-01-DG, réceptionnée en Préfecture le 17 avril 2014, publiée le 17 avril 2014 donnant délégation au Maire « de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget »,

CONSIDERANT qu'au terme de la procédure, le marché relatif à la gestion des déchets ménagers et assimilés – Lot 2 Tri, conditionnement, reprise et traitement des déchets recyclables, du verre, des encombrants et des déchets municipaux, lancé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert européen, a été attribué à l'entreprise SITA ILE-DE-FRANCE, sise 19 rue Emile Duclaux CS 10 001 92 268 SURESNES Cedex pour un montant calculé sur les quantités réellement traitées et exécutées conformément au Bordereau de Prix Unitaires ;

CONSIDERANT la notification du marché, intervenue le 29 juillet 2011 pour une durée de marché fixée à six ans à compter du 6 juin 2011 ;

CONSIDERANT qu'il convient de prolonger la durée du marché au 31 décembre 2017 pour répondre favorablement aux sujétions liées au transfert de compétences vers le territoire métropolitain ;

CONSIDERANT que ces modifications doivent faire l'objet d'un avenant n°1 pour sa mise en œuvre ;

CONSIDERANT l'avis favorable des membres de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 11 décembre 2015 ;

ARRÊTE N°2016-ST-16 :
Avenant n°1 au marché de service relatif à la gestion
des déchets ménagers et assimilés
– Lot 2 Tri, conditionnement, reprise et traitement
des déchets recyclables, du verre,
des encombrants et des déchets municipaux

ARRÊTE

Article 1 : Il est décidé de signer un avenant n°1 relatif au marché de services de gestion des déchets ménagers et assimilés – Lot 2 Tri, conditionnement, reprise et traitement des déchets recyclables, du verre, des encombrants et des déchets municipaux avec l'entreprise SITA ILE-DE-FRANCE, sise 19 rue Emile Duclaux CS 10 001 92 268 SURESNES Cedex portant prolongation du délai d'exécution des prestations au 31 décembre 2017.

Article 2 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet du Val-de-Marne,
- Madame la Trésorière Principale de Fontenay-sous-Bois
- Notification au cocontractant.

Compte rendu en sera donné au Conseil Municipal au cours de sa prochaine séance.

Fontenay-sous-Bois, le 1^{er} FEV. 2016

Jean-François VOGUET
Maire



Réception en Préfecture
le 25.02.2016
Publication
le 01.03.2016
Notification
le

Fontenay-sous-Bois



une ville à vivre

ARRÊTÉ N°2016-ST-17

Pris en application de l'article L. 2122.22
du Code Général des Collectivités Territoriales

Certifié exécutoire
Le Maire,



Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

OBJET : AVENANT N°1 – AOOE Location de longue durée de deux balayeuses compactes de voirie sans chauffeur – Entreprise SAML

LE MAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2122.22, alinéa 4, tel que modifié par l'article 10 de la Loi du 17 Février 2009,

VU la délibération du Conseil Municipal n°14-11-04-01-DG, réceptionnée en Préfecture le 17 avril 2014, publiée le 17 avril 2014 donnant délégation au Maire « de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget »,

CONSIDERANT qu'au terme de la procédure, le marché relatif à la location longue durée de deux balayeuses compactes de voirie sans chauffeur, lancé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert européen, a été attribué à l'entreprise SAML, sise 9-11 rue Gustave Eiffel 91 351 GRIGNY Cedex pour un montant forfaitaire annuel de 88.680,00 € HT (prix d'attribution) ;

CONSIDERANT la date de commencement de marché arrêté au 1^{er} novembre 2011 pour une durée de marché fixée à 48 mois ;

CONSIDERANT qu'il convient de prolonger la durée du marché de douze mois supplémentaires pour répondre favorablement aux sujétions liées au transfert de compétences vers le territoire métropolitain ;

CONSIDERANT que ces modifications doivent faire l'objet d'un avenant n°1 pour sa mise en œuvre ;

CONSIDERANT l'avis favorable des membres de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 11 décembre 2015 ;

ARRÊTE N°2016-ST-17 :
Avenant n°1 au marché de service relatif à
la location de longue durée de deux balayeuses
compactes de voirie, sans chauffeur

ARRÊTE

Article 1 : Il est décidé de signer un avenant n°1 relatif au marché de services de location de longue durée de deux balayeuses compactes de voirie, sans chauffeur, avec l'entreprise SAML, sise 9-11 rue Gustave Eiffel 91 351 GRIGNY Cedex portant prolongation du délai d'exécution des prestations de douze mois supplémentaires.

Article 2 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet du Val-de-Marne,
- Madame la Trésorière Principale de Fontenay-sous-Bois
- Notification au cocontractant.

Compte rendu en sera donné au Conseil Municipal au cours de sa prochaine séance.

Fontenay-sous-Bois, le

15 FEV. 2016

Jean-François VOGUET
Maire



Réception en Préfecture

le 25.02.2016

Publication

le 01.03.2016

Notification

le

Certifié exécutoire
Le Maire,



Pour le Maire et par délégation
M. Claude TALLERIN
Conseiller Municipal

Fontenay-sous-Bois



une ville à vivre

ARRÊTÉ N°2016-ST-18

Pris en application de l'article L. 2122.22
du Code Général des Collectivités Territoriales

OBJET : AVENANT N°1 – AOOE Gestion des déchets ménagers et assimilés – Lot 1 Collecte des déchets et assimilés - Entreprise NICOLLIN

LE MAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2122.22, alinéa 4, tel que modifié par l'article 10 de la Loi du 17 Février 2009,

VU la délibération du Conseil Municipal n°14-11-04-01-DG, réceptionnée en Préfecture le 17 avril 2014, publiée le 17 avril 2014 donnant délégation au Maire « de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget »,

CONSIDERANT qu'au terme de la procédure, le marché relatif à la gestion des déchets ménagers et assimilés – Lot 1 Collecte des déchets et assimilés, lancé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert européen, a été attribué à l'entreprise NICOLLIN, agence de Champigny sur Marne, 14 rue Benoit Frachon, 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE, pour un montant forfaitaire annuel de 1 857 411,61 € HT (prix à l'attribution) auquel se rajoute le montant du traitement des déchets et des prestations exceptionnelles sur la base du Bordereau de Prix Unitaires pour les quantités réellement traitées et exécutées.

CONSIDERANT la notification du marché, intervenue le 12 mai 2011 pour une durée de marché fixée à six ans à compter du 6 juin 2011 ;

CONSIDERANT qu'il convient de prolonger la durée du marché au 31 décembre 2017 pour répondre favorablement aux sujétions liées au transfert de compétences vers le territoire métropolitain ;

CONSIDERANT que ces modifications doivent faire l'objet d'un avenant n°1 pour sa mise en œuvre ;

CONSIDERANT l'avis favorable des membres de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 11 décembre 2015 ;

ARRÊTE N°2016-ST-18 :
Avenant n°1 au marché de service relatif à la gestion
des déchets ménagers et assimilés
– Lot 1 Collecte des déchets et assimilés

ARRÊTE

Article 1 : Il est décidé de signer un avenant n°1 relatif au marché de services de gestion des déchets ménagers et assimilés – Lot 1 Collecte des déchets et assimilés avec l'entreprise NICOLLIN, agence de Champigny sur Marne, 14 rue Benoit Frachon, 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE portant prolongation du délai d'exécution des prestations au 31 décembre 2017.

Article 2 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet du Val-de-Marne,
- Madame la Trésorière Principale de Fontenay-sous-Bois
- Notification au cocontractant.

Compte rendu en sera donné au Conseil Municipal au cours de sa prochaine séance.

Fontenay-sous-Bois, le

15 FEV. 2016

Jean-François VOGUET
Maire



Réception en Préfecture
le 25.02.2016
Publication
le 01.03.2016
Notification
le

Fontenay-sous-Bois



une ville à vivre

ARRÊTÉ N°2016-ST-19

Pris en application de l'article L. 2122.22
du Code Général des Collectivités Territoriales

Certifié exécutoire
Le Maire,



Le Maire et par délégation
M. Christophe HALLERIN
Conseiller Municipal

OBJET : AVENANT N°2 – AOOE Gestion des déchets ménagers et assimilés – Lot 1 Collecte des déchets et assimilés - Entreprise NICOLLIN

LE MAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2122.22, alinéa 4, tel que modifié par l'article 10 de la Loi du 17 Février 2009,

VU la délibération du Conseil Municipal n°14-11-04-01-DG, réceptionnée en Préfecture le 17 avril 2014, publiée le 17 avril 2014 donnant délégation au Maire « de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget »,

CONSIDERANT qu'au terme de la procédure, le marché relatif à la gestion des déchets ménagers et assimilés – Lot 1 Collecte des déchets et assimilés, lancé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert européen, a été attribué à l'entreprise NICOLLIN, agence de Champigny sur Marne, 14 rue Benoit Frachon, 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE, pour un montant forfaitaire annuel de 1 857 411,61 € HT (prix à l'attribution) auquel se rajoute le montant du traitement des déchets et des prestations exceptionnelles sur la base du Bordereau de Prix Unitaires pour les quantités réellement traitées et exécutées.

CONSIDERANT la notification du marché, intervenue le 12 mai 2011 pour une durée de marché fixée à six ans à compter du 6 juin 2011 ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de modifier le Cahier des Clauses Administratives Particulières – article 7.4 Collecte des apports volontaires - du fait de l'extension du réseau de Point d'Apport Volontaire Enterrés (passage de 45 à 76 points) ;

CONSIDERANT que ces modifications doivent faire l'objet d'un avenant n°2 pour sa mise en œuvre ;

CONSIDERANT l'avis favorable des membres de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 11 décembre 2015 ;

ARRÊTE N°2016-ST-19 :
Avenant n°2 au marché de service relatif à la gestion
des déchets ménagers et assimilés
– Lot 1 Collecte des déchets et assimilés

ARRÊTE

Article 1 : Il est décidé de signer un avenant n°2 relatif au marché de services de gestion des déchets ménagers et assimilés – Lot 1 Collecte des déchets et assimilés avec l'entreprise NICOLLIN, agence de Champigny sur Marne, 14 rue Benoit Frachon, 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE portant modification de l'article 7.4 Du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Article 2 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet du Val-de-Marne,
- Madame la Trésorière Principale de Fontenay-sous-Bois
- Notification au cocontractant.

Compte rendu en sera donné au Conseil Municipal au cours de sa prochaine séance.

Fontenay-sous-Bois, le

15 FEV. 2016

Jean-François VOGUET
Maire



Réception en Préfecture
le 25.02.2016
Publication
le 01.03.2016
Notification
le

Fontenay-sous-Bois



une ville à vivre

ARRÊTÉ N°2016-ST-20

Pris en application de l'article L. 2122.22
du Code Général des Collectivités Territoriales

Certifié exécutoire
Le Maire,



Maire et par délégation
M. Claude MALLEPIN
Conseiller Municipal

OBJET : AVENANT N°3 – AOOE Gestion des déchets ménagers et assimilés – Lot 1 Collecte des déchets et assimilés - Entreprise NICOLLIN

LE MAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2122.22, alinéa 4, tel que modifié par l'article 10 de la Loi du 17 Février 2009,

VU la délibération du Conseil Municipal n°14-11-04-01-DG, réceptionnée en Préfecture le 17 avril 2014, publiée le 17 avril 2014 donnant délégation au Maire « de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget »,

CONSIDERANT qu'au terme de la procédure, le marché relatif à la gestion des déchets ménagers et assimilés – Lot 1 Collecte des déchets et assimilés, lancé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert européen, a été attribué à l'entreprise NICOLLIN, agence de Champigny sur Marne, 14 rue Benoit Frachon, 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE, pour un montant forfaitaire annuel de 1 857 411,61 € HT (prix à l'attribution) auquel se rajoute le montant du traitement des déchets et des prestations exceptionnelles sur la base du Bordereau de Prix Unitaires pour les quantités réellement traitées et exécutées.

CONSIDERANT la notification du marché, intervenue le 12 mai 2011 pour une durée de marché fixée à six ans à compter du 6 juin 2011 ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de modifier le Cahier des Clauses Administratives Particulières – article 8-2-1 dispositions particulières – Ordures ménagères - du fait de l'avancement de l'horaire de collecte d'une heure afin d'apporter le moins de nuisance possible à la circulation ;

CONSIDERANT que ces modifications doivent faire l'objet d'un avenant n°3 pour sa mise en œuvre ;

CONSIDERANT l'avis favorable des membres de la Commission d'Appel d'Offres réunie le 11 décembre 2015 ;

ARRÊTE N°2016-ST-20 :
Avenant n°3 au marché de service relatif à la gestion
des déchets ménagers et assimilés
– Lot 1 Collecte des déchets et assimilés

ARRÊTE

Article 1 : Il est décidé de signer un avenant n°2 relatif au marché de services de gestion des déchets ménagers et assimilés – Lot 1 Collecte des déchets et assimilés avec l'entreprise NICOLLIN, agence de Champigny sur Marne, 14 rue Benoit Frachon, 94500 CHAMPIGNY SUR MARNE portant modification de l'article 8-2-1 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

Article 2 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet du Val-de-Marne,
- Madame la Trésorière Principale de Fontenay-sous-Bois
- Notification au cocontractant.

Compte rendu en sera donné au Conseil Municipal au cours de sa prochaine séance.

Fontenay-sous-Bois, le

15 FEV. 2016

Jean-François VOGUET
Maire



Transmission électronique
en Préfecture du Val-de-Marne

le 26 FEV. 2016

Publication

le 14 MAR. 2016

Notification

le 01 MAR. 2016

Certifié exécutoire
Le Maire,

Fontenay-sous-Bois



une ville à vivre

ARRÊTÉ N°2016-A-24

Pris en application de l'article L 2122.22
du code général des collectivités territoriales



Pour le Maire et par délégation

M. Claude MALLERIN

Conseiller Municipal

OBJET :

Fournitures de livres et documents non scolaires pour le Groupement de commandes de la Ville, de la Caisse des Ecoles et du CCAS de Fontenay-sous-Bois

LE MAIRE,

VU l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités et notamment le 4^e alinéa,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 11 avril 2014 donnant délégation au Maire dans le cadre des dispositions de l'article susvisé du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le budget communal,

CONSIDERANT la nécessité de renouveler la procédure de marché public pour l'achat de livres et documents non scolaires,

CONSIDERANT le Dossier de Consultation des Entreprises élaboré par le service Achats pour servir de documents contractuels au marché, le dossier étant constitué des deux lots suivants :

Lot n° 1 : Livres et documents imprimés non scolaires pour adultes

Lot n° 2 : Livres et documents imprimés non scolaires pour la jeunesse

CONSIDERANT que le marché est conclu pour une durée d'un (1) an tacitement reconductible trois (3) fois sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans,

CONSIDERANT le déroulement de la procédure de marché public,

ARRÊTÉ N°2016-A-24**Fournitures de livres et documents non scolaires****ARRÊTE**

Article 1 : Il est décidé de signer les lots n°1 et n° 2 avec la société :

LA GENERALE LIBREST
128 bis avenue Jean Jaurès-Carré Ivry
Bâtiment K6
94200 IVRY SUR SEINE

Article 2 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet du Val de Marne ;
- Madame la Trésorière Principale de Fontenay-sous-Bois.

Fontenay-sous-Bois, le 24 FEV. 2016

Jean-François VOGUET

Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val-de-Marne
le26.FEV.2016.....
Publication
le26.FEV.2016.....
Notification
le

Certifié exécutoire
Le Maire,

Fontenay-sous-Bois

une ville à vivre

ARRÊTÉ N° 2016-F-25

Pris en application de l'article L.2122.22
du Code général des Collectivités territoriales

OBJET :

Tarifs des concessions, taxes et redevances funéraires

LE MAIRE,

VU le Code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 alinéa 2 et L.2122-23,

VU la délégation du Conseil Municipal accordée au Maire par délibération en date du 11 avril 2014,

VU le budget de la ville,

CONSIDERANT la nécessité de fixer les tarifs des concessions, taxes et redevances funéraires,

ARRÊTE

Article 1 : Les tarifs des concessions, taxes et redevances funéraires sont fixés selon le tableau joint.

Article 2 : Ces tarifs entrent en vigueur à compter du 1^{er} mars 2016.

Article 3 : Les recettes seront inscrites au budget 2016 :

- Article 70311 fonction 026
- Article 70312 fonction 026

Fontenay-sous-Bois, le 22 février 2016

Jean-François VOGUET



Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué
Pascal CLERGET

Hôtel de ville

4, esplanade Louis-Bayeurte - 94125 Fontenay-sous-Bois Cedex
Tél. 01 49 74 74 74 - Fax 01 49 74 74 75
www.fontenay-sous-bois.fr

TARIFS DES CONCESSIONS, TAXES ET
REDEVANCES FUNERAIRES
A compter du 1^{er} mars 2016

Concessions funéraires

Décennale	Trentenaire	Cinquantenaire	Columbarium cinéraire décennale	Columbarium cinéraire trentenaire	Columbarium cinéraire cinquantenaire
150 €	550 €	2 510 €	230 €	430 €	980 €

Taxes et redevances funéraires

Inhumation	85 €
Dépôt d'urne	60 €
Dispersion de cendres	55 €
Ouverture fermeture case columbarium	40 €
Ouverture fermeture caveau provisoire	35 €
Séjour caveau provisoire (forfait)	70 €

Vente caveaux d'occasion

Caveau 1 place	600 €
Caveau 2 places	800 €
Caveau 3 places	1 000 €
Caveau 4 places	1 200 €

Transmission électronique en
Préfecture du Val de Marne
le14 MAR. 2016.....
Notification
le

Fontenay-sous-Bois



102

Certifié exécutoire

Le Maire,



Pour le Maire et par délégation

M. Clotilde MALLERIN

Conseiller Municipal

ARRÊTÉ N°2016-HL-27

Pris en application de l'article L.2122-22
du Code général des Collectivités territoriales

OBJET : Convention à conclure entre la Ville et le bailleur social BATIGERE Ile-de-France pour la mise à disposition, d'un local sis 2 rue Montesquieu - 94120 Fontenay-sous-Bois

LE MAIRE,

VU le Code général des Collectivités territoriales et notamment son article L.2122.22, item 5,

VU la délibération n°14.11.04.01.DG en date du 11 avril 2014, donnant délégation d'attributions au Maire, notamment pour décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

CONSIDERANT que BATIGERE Ile-de-France, dont le siège est au 89 rue de Tocqueville à Paris (75017), est propriétaire d'un local sis 2 rue Montesquieu,

CONSIDERANT que le bailleur social précité est disposé à mettre à la disposition de la commune, moyennant le paiement des charges locatives, un local collectif résidentiel situé 2 rue Montesquieu, d'une superficie d'environ 70 m², pour l'installation de l'association « Service de Soins et d'Aides à Domicile ».

CONSIDERANT que, dans ce cadre, l'association s'engage à développer dans les locaux prêtés, la prise en charge des personnes âgées ou des personnes en situation de handicap, pour leur assurer un minimum d'autonomie et de surveillance à leur domicile et ainsi éviter une hospitalisation,

ARRETE

Article 1 : Le projet de convention de mise à disposition d'un local de type local collectif résidentiel sis 2 rue Montesquieu - 94120 Fontenay-sous-Bois, entre BATIGERE Ile-de-France et la Ville, est approuvé dans les conditions suivantes :

- **Objet :** Prise en charge des personnes âgées ou des personnes en situation de handicap, pour leur assurer un minimum d'autonomie et de surveillance à leur domicile et ainsi éviter une hospitalisation,
- **Durée :** A compter du 23 février 2016 pour un an avec tacite reconduction
- **Conditions financières :** Règlement des charges communes locatives

Hôtel de ville

4, esplanade Louis-Bayeurte - 94125 Fontenay-sous-Bois Cedex
Tél. 01 49 74 74 74 - Fax 01 49 74 74 75
www.fontenay-sous-bois.fr

ARRÊTÉ N°2016-HL-27

Convention à conclure entre la Ville et le bailleur social BATIGERE Ile-de-France pour la mise à disposition, d'un local sis 2 rue Montesquieu - 94120 Fontenay-sous-Bois

Article 2 : Le règlement des provisions de charges communes locatives mensuelles est fixé à 147.45 € payable à terme à échoir.

Article 3 : Les dépenses à percevoir seront imputées sur les crédits inscrits à l'article 6132 du budget de la Ville pour 2016.

Article 4 : Le présent arrêté sera affiché et publié en Mairie. Un exemplaire en sera adressé à :

- Monsieur le Préfet du Val-de-Marne
- Notifié au cocontractant.

Il en sera rendu compte au Conseil municipal lors de sa plus prochaine séance.

Fontenay-sous-Bois, le 8 mars 2016

Jean-François VOGUET
Maire



Transmission électronique en
Préfecture du Val de Marne
le 14 MAR 2016
Notification
le

Fontenay-sous-Bois



une ville à vivre

Certifié exécutoire
Le Maire,



[Signature]

ARRÊTÉ N°2016-HL-28

Pris en application de l'article L.2122-22
du Code général des Collectivités territoriales

OBJET :

Sur le Maire et par délégation Convention à conclure entre la Ville et l'association « Service de Soins et d'Aides à
Domicile » pour la mise à disposition, d'un local sis 2 rue Montesquieu -
Claude MALLERIN 94120 Fontenay-sous-Bois.
Conseiller Municipal

LE MAIRE,

VU le Code général des Collectivités territoriales et notamment son article L.2122.22, item 5,

VU la délibération n°14.11.04.01.DG en date du 11 avril 2014, donnant délégation d'attributions au Maire, notamment pour décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

CONSIDERANT que le bailleur social BATIGERE Ile-de-France, dont le siège est au 89 rue de Tocqueville à Paris (75017), propriétaire d'un local sis 2 rue Montesquieu,

CONSIDERANT que l'établissement précité est disposé à mettre à la disposition de la commune, moyennant le règlement des charges communes locatives, un Local Collectif Résidentiel situé 2 rue Montesquieu, d'une superficie d'environ 70 m², pour l'installation de l'association « Service de Soins et d'Aides à Domicile »,

CONSIDERANT la convention de mise à disposition du local sis 2 rue Montesquieu entre le bailleur social BATIGERE Ile-de-France et la Ville, signée le 23 février et validée par l'arrêté n°2016-HL-27,

CONSIDERANT que, dans ce cadre, l'association « Service de Soins et d'Aides à Domicile » peut développer des actions pour la prise en charge des personnes âgées ou des personnes en situation de handicap, pour leur assurer un minimum d'autonomie et de surveillance à leur domicile et ainsi éviter une hospitalisation,

CONSIDERANT qu'à ce titre, il est nécessaire de conclure une convention afin de définir les clauses d'occupation,

ARRETE

Article 1 : Le projet de convention de mise à disposition d'un local de type Local collectif résidentiel sis 2 rue Montesquieu - 94120 Fontenay-sous-Bois, entre la Ville et l'association « Service de Soins et d'Aides à Domicile », est approuvé dans les conditions suivantes :

- Objet : pour la prise en charge des personnes âgées ou des personnes en situation de handicap, pour leur assurer un minimum d'autonomie et de surveillance à leur domicile et ainsi éviter une hospitalisation
- Durée : à compter du 23 février 2016
- Conditions financières : Règlement des charges communes locatives

Hôtel de ville

4, esplanade Louis-Bayeurte - 94125 Fontenay-sous-Bois Cedex
Tél. 01 49 74 74 74 - Fax 01 49 74 74 75
www.fontenay-sous-bois.fr

ARRÊTÉ N°2016-HL-28

Convention à conclure entre la Ville et l'association
« Service de Soins et d'Aides à Domicile » pour la mise à disposition,
d'un local sis 2 rue Montesquieu - 94120 Fontenay-sous-Bois.

Article 2 : Le règlement des provisions de charges communes locatives mensuelles est fixé à 147.45 € payable à terme à échoir.

Article 3 : Les recettes à percevoir seront imputées sur les crédits inscrits à l'article 752 du budget de la Ville pour 2016.

Article 4 : Le présent arrêté sera affiché et publié en Mairie. Un exemplaire en sera adressé à :

- Monsieur le Préfet du Val-de-Marne
- Notifié au cocontractant.

Il en sera rendu compte au Conseil municipal lors de sa plus prochaine séance.

Fontenay-sous-Bois, le 8 mars 2016

Jean-François VOGUET
Maire



Transmission électronique
en Préfecture du Val-de-Marne
le 11 MAR 2016
Publication
le 11 MAR 2016
Notification
le

Certifié exécutoire
Le Maire,

Fontenay-sous-Bois



une ville à vivre

106

ARRÊTÉ N°2016-U-31

Pris en application de l'article L.2122.22 du
Code général des Collectivités territoriales



OBJET : Exercice du droit de préemption urbain portant sur un lot de parking en copropriété situé 5 rue Jean Macé (Larris).

LE MAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2122-22-15 relatif à la délégation au Maire de l'exercice du droit de préemption,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles relatifs à l'exercice du droit de préemption urbain, L.210-1, L.211-1 et suivants, L.213-1 et suivants, L.300-1, R.211-1 et suivants R.213-1 et suivants,

VU la délibération du conseil municipal en date du 11 avril 2014 accordant délégation au Maire pour exercer les droits de préemption définis dans le code de l'urbanisme,

VU la délibération du conseil municipal du 26 octobre 2007 instaurant le droit de préemption urbain renforcé sur l'ensemble des zones urbaines de la commune,

VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Fontenay-sous-Bois, dont la révision a été approuvée par le conseil municipal le 17 décembre 2015,

VU la délibération du conseil municipal en date du 26 septembre 2013 décidant de mandater la SPL (Société Publique Locale) Marne au Bois Aménagement, dans le cadre du projet de requalification du centre commercial des Larris (revitalisation, pérennisation du centre commercial et désenclavement du quartier), pour conduire les études nécessaires à la définition de l'opération et d'assister la commune à la mise en œuvre de la concertation publique.

VU la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) n°57, reçue le 28 janvier 2016, portant sur la cession d'un lot de parking sous dalle, en copropriété (lot: 543) appartenant à Madame JOLIVET, situé 5 rue Jean Macé, cadastré AF0253 AF0257 AF0260 AG0280 AG0330 AH0364, au prix de 2.000 euros auquel s'ajoutent les frais de négociation d'un montant de 1500 euros TTC,

VU l'estimation de France Domaine en date du 18 février 2016,

CONSIDERANT que ce parking fait partie d'un ensemble de parkings sous dalle, en copropriété, situé sur un axe "naturel" de désenclavement du quartier des Larris,

CONSIDERANT que l'acquisition de ces parkings par la ville permettra d'engager le processus de la maîtrise foncière du projet urbain sus visé,

CONSIDERANT que cette opération répond aux objectifs définis par les articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme,

Hôtel de ville

4, esplanade Louis-Bayeurte - 94125 Fontenay-sous-Bois Cedex
Tél. 01 49 74 74 74 - Fax 01 49 74 74 75
www.fontenay-sous-bois.fr

Exercice du droit de préemption urbain
sur 1 lot de parking en copropriété situé 5 rue Jean Macé (Larris)

ARRÊTE

Article 1 : Il est décidé d'acquérir par voie de préemption un lot de parking sous dalle, en copropriété, (lot : 543) appartenant à Madame JOLIVET, situé 5 rue Jean Macé, cadastré AF0253 AF0257 AF0260 AG0280 AG0330 AH0364, au prix principal indiqué dans la DIA, soit 2000 euros (Deux mille euros) auquel s'ajoutent les frais de négociation d'un montant de 1500 euros TTC.

Article 2 : Un acte authentique sera établi dans un délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision, conformément à l'article R.213-12 du code de l'urbanisme.

Article 3 : Le règlement de la vente interviendra dans les quatre mois à compter de la notification de la présente décision.

Article 4 : Monsieur le Maire est autorisé à signer tous les documents nécessaires à cet effet.

Article 5 : La dépense résultant de cette acquisition (y compris les frais afférents), est inscrite au budget de la commune.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Fontenay-sous-Bois, le

Jean-François VOGUET
Maire



Transmission électronique
en Préfecture du Val-de-Marne
le11 MAR. 2016.....
Publication
le11 MAR. 2016.....
Notification
le

Certifié exécutoire
Le Maire,

Fontenay-sous-Bois



une ville à vivre

108

ARRÊTÉ N°2016-U-32

Pris en application de l'article L.2122.22 du
Code général des Collectivités territoriales



OBJET : Exercice du droit de préemption urbain portant sur un appartement et ses annexes, en copropriété, situés 16 rue Marguerite.

LE MAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2122-22-15 relatif à la délégation au Maire de l'exercice du droit de préemption,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles relatifs à l'exercice du droit de préemption urbain, L.210-1, L.211-1 et suivants, L.213-1 et suivants, L.300-1, R.211-1 et suivants R.213-1 et suivants,

VU la délibération du conseil municipal en date du 11 avril 2014 accordant délégation au Maire pour exercer les droits de préemption définis dans le code de l'urbanisme,

VU la délibération du conseil municipal du 26 octobre 2007 instaurant le droit de préemption urbain renforcé sur l'ensemble des zones urbaines de la commune,

VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Fontenay-sous-Bois, dont la révision a été approuvée par le conseil municipal le 17 décembre 2015,

VU le Programme Local de l'Habitat (PLH), approuvé par le Conseil municipal le 16 décembre 2010, adopté le 10 mars 2011,

VU l'arrêté N°2014-H-50 interdisant temporairement la mise à disposition des locaux sis 16 rue marguerite à Fontenay-sous-Bois (parcelle AV 171),

VU la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) n°69, reçue le 2/02/2016, portant sur la cession d'un appartement et ses annexes, en copropriété (lots: 31 - 32 - 50 - 63) dont le vendeur est la Direction Nationale d'Interventions Domaniales, situé 16 rue Marguerite, cadastré AV 171, au prix principal de 40.000 euros auquel s'ajoute une commission d'un montant de 7000 euros TTC,

VU l'estimation de France Domaine en date du 3 mars 2016,

CONSIDERANT que l'entrée de la commune dans la copropriété concernée, participe à l'objectif primordial d'assurer la sécurité publique, en lui permettant notamment d'être partie prenante des décisions des copropriétaires,

CONSIDERANT que cette opération répond aux objectifs définis par les articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme, notamment de lutter contre l'habitat indigne ou dangereux,

ARRÊTE

Article 1 : Il est décidé d'acquérir par voie de préemption un appartement et ses annexes, en copropriété (lots: 31 - 32 - 50 - 63) appartenant à la Direction Nationale d'Interventions Domaniales, situé 16 rue Marguerite, cadastré AV 171, au prix principal de 40.000 euros (quarante mille euros) auquel s'ajoute une commission d'un montant de 7000 euros TTC.

Article 2 : Un acte authentique sera établi dans un délai de trois mois à compter de la notification de la présente décision, conformément à l'article R.213-12 du code de l'urbanisme.

Article 3 : Le règlement de la vente interviendra dans les quatre mois à compter de la notification de la présente décision.

Article 4 : Monsieur le Maire est autorisé à signer tous les documents nécessaires à cet effet.

Article 5 : La dépense résultant de cette acquisition (y compris les frais afférents), est inscrite au budget de la commune.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Fontenay-sous-Bois, le

Jean-François VOGUET

Maire



Transmission électronique
en Préfecture du Val-de-Marne
le 17 MAR 2016
Publication
le 17 MAR 2016
Notification
le

Certifié exécutoire
Le Maire,

Fontenay-sous-Bois



110

ARRÊTÉ N°2016-U-33

Pris en application de l'article L.2122.22 du
Code général des Collectivités territoriales

OBJET : Délégation du droit de préemption urbain à l'EPFIF portant sur
l'immeuble, sis 46 rue Louis Auroux.

LE MAIRE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2122-22
15° relatif à la délégation des droits de préemption,

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles relatifs à l'exercice du droit
de préemption urbain, L.210-1, L.211-1 et suivants, L.213-1 et suivants, L.300-1,
R.211-1 et suivants, R.213-1 et suivants,

VU le décret n°2006-1140 portant création de l'Etablissement Public Foncier d'Ile
de France (EPFIF) modifié par le décret n° 2009-1542 en date du 11 décembre
2009,

VU le Programme Local de l'Habitat (PLH), approuvé par le Conseil municipal le
16 décembre 2010, adopté le 10 mars 2011, notamment son objectif de
construire 250 logements par an dont 35% de logements sociaux, tout en
incluant une diversification de l'offre et une répartition équilibrée entre les
quartiers,

VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Fontenay-sous-Bois, dont la révision a
été approuvée par le conseil municipal le 17 décembre 2015,

VU la délibération du conseil municipal du 26 octobre 2007 instituant le droit de
préemption urbain renforcé sur l'ensemble des zones urbaines de la commune,

VU la délibération du conseil municipal en date du 11 avril 2014 accordant
délégation au Maire pour exercer les droits de préemption définis dans le code
de l'urbanisme,

VU la convention d'intervention foncière conclue le 26 avril 2011 entre la
commune de Fontenay-sous-Bois et l'EPFIF, et ses avenants n°1 et n°2, qui
déterminent les conditions et modalités d'intervention de l'EPFIF dans son
accompagnement de la politique foncière sur l'ensemble du territoire de la ville,

VU la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) n°788, reçue le 31 décembre 2015,
complétée le 11/02/2016, portant sur la cession d'un bien appartenant à
MONSIEUR CASSEGRAIN, situé 46 rue Louis Auroux, cadastré section AL numéro
33, pour une contenance de 1126m², au prix de 1.280.000 euros,

VU le procès-verbal de visite du bien en date du 23/02/2016,

ARRÊTÉ N°2016-U-33

Délégation du droit de préemption urbain à EPFIF
portant sur l'immeuble sis 46 rue Louis Auroux

CONSIDERANT que le bien décrit ci-dessus situé dans le secteur des Alouettes, offre la possibilité de réaliser une opération comportant des logements sociaux,

CONSIDERANT qu'il est situé dans le périmètre d'intervention foncière sur lequel l'EPFIF est mandaté pour intervenir,

CONSIDERANT que l'EPFIF est habilité à procéder à toutes les acquisitions foncières et opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement au sens de l'article L.300-1 du code de l'urbanisme au titre de la convention de veille foncière précitée,

ARRÊTE

Article 1 : Le droit de préemption urbain est délégué à l'Etablissement Public Foncier d'Ile-de-France à l'occasion de la déclaration d'intention d'aliéner (n°788) reçue en Mairie le 31 décembre 2015, complétée le 11/02/2016, portant sur la cession d'un bien :

- appartenant à MONSIEUR CASSEGRAIN,
- situé 46 rue Louis Auroux,
- cadastré section AL numéro 33, pour une contenance de 1126 m²,
- dont le prix déclaré est de 1.280.000 euros,
- et dont la visite a eu lieu le 23/02/2016, conformément à l'article L.213-2 du code de l'urbanisme.

Article 2 : La présente décision sera communiquée au Conseil Municipal lors de sa prochaine séance.

Article 3 : La présente décision peut être contestée dans les deux mois suivant sa notification, devant le Tribunal administratif de Melun ou par toutes voies de recours prévues par les Lois et Règlements en vigueur.

Fontenay-sous-Bois, le 15 mars 2016

Jean-François VOGUET
Maire





Certifié exécutoire
Le Maire,



Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

ARRÊTÉ N°2016-HL-40

Pris en application de l'article L.2122-22
du Code général des Collectivités territoriales

OBJET :

Convention à conclure entre la Ville et l'association « Les Compagnons bâtisseurs Ile-de-France » pour la mise à disposition, d'un local sis 1 allée Maxime Gorky - 94120 Fontenay-sous-Bois.

LE MAIRE,

VU le Code général des Collectivités territoriales et notamment son article L.2122.22, item 5,

VU la délibération n°14.11.04.01.DG en date du 11 avril 2014, donnant délégation d'attributions au Maire, notamment pour décider de la conclusion et de la révision du louage des choses pour une durée n'excédant pas douze ans,

VU la convention de mise à disposition du local sis 1 allée Maxime Gorki entre le bailleur social IDF habitat et la Ville,

CONSIDERANT que le bailleur social IDF Habitat, dont le siège est au 53, rue Pierre Marie Derrien à Champigny-sur-Marne (94500), propriétaire d'un local sis 1 allée Maxim Gorki,

CONSIDERANT que l'établissement précité est disposé à mettre à la disposition de la commune, moyennant le règlement des charges communes locatives, un Local Collectif Résidentiel situé 1 allée Maxime Gorki pour l'installation de l'association « Les Compagnons bâtisseurs Ile-de-France »,

CONSIDERANT que, dans ce cadre, l'association « Les Compagnons bâtisseurs Ile-de-France » peut développer des ateliers d'auto-réhabilitation accompagnées,

CONSIDERANT qu'à ce titre, il est nécessaire de conclure une convention afin de définir les clauses d'occupation,

ARRETE

Article 1 : Le projet de convention de mise à disposition d'un local de type Local collectif résidentiel sis 1 allée Maxime Gorki - 94120 Fontenay-sous-Bois entre la commune de Fontenay-sous-Bois et « Les Compagnons bâtisseurs Ile-de-France », d'autre part, est approuvé dans les conditions suivantes :

- Objet : Mise en place d'ateliers d'auto-réhabilitations accompagnées,
- Durée : à compter du 1 avril 2016 pour une durée de 3 ans

ARRÊTÉ N°2016-HL-40

Convention à conclure entre la Ville et l'association « Les Compagnons bâtisseurs Ile-de-France » pour la mise à disposition, d'un local sis 1 allée Maximé Gorki- 94120 Fontenay-sous-Bois.

Article 2 : Le présent arrêté sera affiché et publié en Mairie. Un exemplaire en sera adressé à :

- Monsieur le Préfet du Val-de-Marne
- Notifié au cocontractant.

Il en sera rendu compte au Conseil municipal lors de sa plus prochaine séance.

Fontenay-sous-Bois, le 28 mars 2016

Jean-François VOGUET
Maire



Transmission électronique
en Préfecture du Val-de-Marne
le - 1 AVR. 2016
Publication
le - 5 AVR. 2016
Notification
le

Fontenay-sous-Bois



114

ARRÊTÉ N°2016-COMP-41

Pris en application de l'article L.2122.22
du Code général des Collectivités territoriales

Certifié exécutoire
Le Maire,



Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

OBJET

Régie d'avances et de recettes « Activités Quotidiennes » pour le Service Municipal de la Jeunesse. Modification.

LE MAIRE,

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

VU l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 11 avril 2014 autorisant le Maire à créer des régies communales en application de l'article L.2122-22, alinéa 7 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'arrêté municipal n°2012-COMP-92 du 31 juillet 2012 instituant une régie mixte d'avances et de recettes « Activités Quotidiennes » auprès du Service municipal de la Jeunesse ;

VU l'arrêté municipal n°2014-COMP-144 du 17 septembre 2014 modifiant les articles 4, 5 et 7 de l'arrêté municipal n°2012-COMP-92 du 31 juillet 2012 ;

VU l'arrêté municipal n°2015-COMP-22 du 24 mars 2015 modifiant l'article 4 de l'arrêté municipal n°2012-COMP-92 du 31 juillet 2012 ;

VU l'arrêté municipal n°2014-COMP-145 du 17 septembre 2014 instituant des sous-régies d'avances et de recettes « Activités Quotidiennes » pour le Service municipal de la Jeunesse ;

ARRÊTÉ N°2016-COMP-41

Régie d'avances et de recettes « Activités Quotidiennes » pour le Service Municipal de la Jeunesse. Modification.

CONSIDERANT que dans le cadre du fonctionnement du Service municipal de la Jeunesse, il y a lieu de procéder à la transformation des sous-régies d'avances et de recettes en sous-régies de recettes et à l'augmentation du montant maximum de l'encaisse ;

VU l'avis conforme de la comptable assignataire en date du 21 mars 2016 ;

ARRÊTE

Article 1 : modifie l'article 10 de l'arrêté n°2012-COMP-92 du 31 juillet 2012 et institue cinq sous-régies de recettes en lieu et place des six sous-régies d'avances et de recettes initialement créées ;
Les modalités de fonctionnement sont précisées dans les actes constitutifs des sous-régies ;

Article 2 : modifie l'article 12 de l'arrêté n°2012-COMP-92 du 31 juillet 2012 et fixe le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver à 4 000 € ;

Article 3 : Les autres articles restent inchangés ;

Fontenay-sous-Bois, le 21 mars 2016



Geneviève OLLIER
Trésorière principale

Jean-François VOGUET
Maire



Transmission électronique
en Préfecture du Val-de-Marne
le - 1 AVR. 2016
Publication
le - 5 AVR. 2016
Notification
le

Fontenay-sous-Bois



ARRÊTÉ N°2016-COMP-42

Pris en application de l'article L.2122.22
du Code général des Collectivités territoriales

Certifié exécutoire
Le Maire,



Pour le Maire et par délégation
M. Claude MALLERIN
Conseiller Municipal

OBJET

Transformation des sous-régies d'avances et de recettes « Activités Quotidiennes » en sous-régies de recettes « Activités Quotidiennes » pour le Service Municipal de la Jeunesse.

LE MAIRE,

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

VU l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

VU la délibération du Conseil municipal en date du 11 avril 2014 autorisant le Maire à créer des régies communales en application de l'article L.2122-22, alinéa 7 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'arrêté municipal n°2012-COMP-92 du 31 juillet 2012 instituant une régie mixte d'avances et de recettes « Activités Quotidiennes » auprès du Service municipal de la Jeunesse ;

VU l'arrêté municipal n°2016-COMP-41 du 21 mars 2016 modifiant l'article 10 de l'arrêté municipal n°2012-COMP-92 du 31 juillet 2012 ;

VU l'arrêté municipal n°2014-COMP-145 du 17 septembre 2014 instituant des sous-régies de recettes et d'avances « Activités Quotidiennes » pour le Service municipal de la Jeunesse ;

ARRÊTÉ N°2016-COMP-42

Transformation des sous-régies d'avances et de recettes « Activités Quotidiennes » en sous-régies de recettes « Activités Quotidiennes » pour le Service Municipal de la Jeunesse.

CONSIDERANT que dans le cadre du fonctionnement du Service municipal de la Jeunesse, il y a lieu de procéder à la transformation des sous-régies d'avances et de recettes « Activités Quotidiennes » en sous-régies de recettes « Activités Quotidiennes » ;

VU l'avis conforme de la comptable assignataire en date du 21 mars 2016 ;

ARRÊTE

Article 1 : modifie l'article 1 de l'arrêté n°2014-COMP-145 du 17 septembre 2014 et institue cinq sous-régies de recettes auprès du Service municipal de la Jeunesse. Ces sous-régies sont dénommées :

Situation ancienne	Situation nouvelle
Sous-régie de recettes et d'avances de l'ESPACE INTERGENERATIONNEL	Sous-régie de recettes de l'ESPACE INTERGENERATIONNEL
Sous-régie de recettes et d'avances de l'antenne PASTEUR	Sous-régie de recettes de l'antenne PASTEUR
Sous-régie de recettes et d'avances de l'antenne JOE TURNER	Sous-régie de recettes studio JOE TURNER
Sous-régie de recettes et d'avances de l'antenne ROMAIN ROLLAND	Sous-régie de recettes de l'antenne ROMAIN ROLLAND
—	Sous-régie de recettes de l'ESPACE JEUNES BOIS CADET A compter du 2 avril 2016
Sous-régie de recettes et d'avances de l'antenne ALOUETTES	Supprimée à compter du 2 avril 2016

ARRÊTÉ N°2016-COMP-42

Transformation des sous-régies d'avances et de recettes « Activités Quotidiennes » en sous-régies de recettes « Activités Quotidiennes » pour le Service Municipal de la Jeunesse.

Article 2 : Ces sous-régies sont installées :

Sous-régies	Adresses
Sous-régie de recettes l'antenne PASTEUR	Antenne PASTEUR, 4 rue Pasteur à Fontenay-sous-Bois (94120)
Sous-régie de recettes Studio JOE TURNER	STUDIO JOE TURNER, 26 rue Gérard Philipe à Fontenay-sous-Bois (94120)
Sous-régie de recettes de l'antenne ROMAIN ROLLAND	Antenne ROMAIN ROLLAND, Allée Maxime Gorki à Fontenay-sous-Bois (94120)
Sous-régie de recettes de l'ESPACE INTERGENERATIONNEL	ESPACE INTERGENERATIONNEL, 15 bis rue Jean Macé à Fontenay-sous-Bois (94120)
Sous-régie de recettes de l'ESPACE JEUNES BOIS CADET	ESPACE JEUNES BOIS CADET, 12 rue Ferdinand Léger à Fontenay-sous-Bois (94120)

Article 3 : modifie l'article 3 de l'arrêté n°2014-COMP-145 du 17 septembre 2014 et autorise l'encaissement de nouveaux produits :

- Participations aux activités quotidiennes
- Participations annuelles aux ateliers

et supprime les produits suivants :

- Participations aux entrées aux spectacles (sportif, culturel, éducatif)
- Entrées aux spectacles organisés par le SMJ
- Remboursement des aides financières relatives à des projets qui ne se sont pas concrétisées ;

Article 4 : les articles 6, 7 et 8 de l'arrêté n°2014-COMP-145 du 17 septembre 2014 sont abrogés ;

Article 5 : modifie l'article 9 de l'arrêté n°2014-COMP-145 du 17 septembre 2014 et fixe le montant maximum de l'encaisse que les mandataires sous-régisseurs sont autorisés à conserver à 1 500 € ;

ARRÊTÉ N°2016-COMP-42

Transformation des sous-régies d'avances et de recettes « Activités Quotidiennes » en sous-régies de recettes « Activités Quotidiennes » pour le Service Municipal de la Jeunesse.

Article 6 : Les autres articles restent inchangés ;

Fontenay-sous-Bois, le 21 mars 2016



Geneviève OLLIER
Trésorière principale

Jean-François VOGUET
Maire



